

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/AG/R/13

19 décembre 1997

(97-5561)

Comité de l'agriculture

RAPPORT SUCCINCT DE LA REUNION DES 20 ET 21 NOVEMBRE 1997

Note du Secrétariat

1. Le Comité de l'agriculture a tenu sa treizième réunion les 20 et 21 novembre 1997, sous la présidence de M. l'Ambassadeur Nestor Osorio Londoño (Colombie). L'ordre du jour de la réunion indiqué dans l'aérogramme WTO/AIR/730 a été adopté.

Première partie: Le processus d'examen

2. Conformément à l'ordre du jour, le Comité a examiné les notifications ci-après:

- i) Notifications concernant l'administration des engagements en matière de contingents tarifaires et autres (Tableau MA:1): Communautés européennes (G/AG/N/EEC/3/Corr.1), Japon (G/AG/N/JPN/8/Corr.1 et JPN/23), Philippines (G/AG/N/PHL/12) et Thaïlande (G/AG/N/THA/24 et 25);
- ii) Notifications concernant les importations relevant d'engagements en matière de contingents tarifaires et autres (Tableau MA:2): Canada (G/AG/N/CAN/16), Islande (G/AG/N/ISL/8), Japon (G/AG/N/JPN/24), Corée (G/AG/N/KOR/12), Norvège (G/AG/N/NOR/14 et 15), Philippines (G/AG/N/PHL/8), Etats-Unis (G/AG/N/USA/9/Add.1) et Venezuela (G/AG/N/VEN/3/Corr.1 et VEN/10);
- iii) Notifications présentées dans le contexte de la sauvegarde spéciale (Tableaux MA:3 à MA:5): Canada (G/AG/N/CAN/15), Indonésie (G/AG/N/IDN/4 et 5), Japon (G/AG/N/JPN/22), Corée (G/AG/N/KOR/13) et Venezuela (G/AG/N/VEN/7);
- iv) Notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de soutien interne (Tableau DS:1): Argentine (G/AG/N/ARG/4), Australie (G/AG/N/AUS/14), Brésil (G/AG/N/BRA/6/Rev.1), Canada (G/AG/N/CAN/17), Colombie (G/AG/N/COL/6 et 7), Cuba (G/AG/N/CUB/6), Islande (G/AG/N/ISL/9), Japon (G/AG/N/JPN/21/Corr.1), Corée (G/AG/N/KOR/14), Nouvelle-Zélande (G/AG/N/NZL/12), Norvège (G/AG/N/NOR/11), Philippines (G/AG/N/PHL/10), Pologne (G/AG/N/POL/12/Rev.1 et POL/13/Rev.1), Thaïlande (G/AG/N/THA/23), Afrique du Sud (G/AG/N/ZAF/13), Suisse (G/AG/N/CHE/6/Corr.1 et CHE/11/Corr.1) et Venezuela (G/AG/N/VEN/4/Rev.1 et VEN/8); et
- v) Notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de subventions à l'exportation (Tableaux ES:1 à ES:3): Burkina Faso (G/AG/N/BFA/1), Cuba (G/AG/N/CUB/2 et 3), Corée (G/AG/N/KOR/16), Norvège (G/AG/N/NOR/12 et 13), Pologne (G/AG/N/POL/14), Turquie (G/AG/N/TUR/5/Rev.1) et Venezuela (G/AG/N/VEN/5/Rev.1 et VEN/9).

3. Les points précis soulevés au sujet des notifications énumérées au paragraphe 2 ci-dessus et les réponses qui ont été données sont résumés dans la Partie I de l'annexe du présent rapport. Les réponses différées aux questions soulevées lors de réunions précédentes sont résumées dans la Partie II de l'annexe.

4. Au sujet des points concernant des notifications qui ont été soulevés à des réunions précédentes et ont été traités dans le cadre bilatéral (Partie I, point B de l'ordre du jour), le représentant de l'Uruguay a noté que, bien qu'il n'y ait pas encore de résultat à signaler, il tenait à saisir cette occasion pour remercier le Japon et la République dominicaine de participer à des consultations bilatérales informelles concernant le commerce du riz. L'Uruguay avait l'intention de poursuivre ces consultations informelles afin de parvenir à une conclusion sur les questions examinées. Le représentant de l'Argentine a fait part de l'intérêt que portait son pays à ces consultations et à leurs résultats du fait que la question intéressait l'ensemble des Membres.

5. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le représentant de la Suisse a informé le Comité que la Nouvelle-Zélande avait fourni une réponse écrite à une question posée par la Suisse à la réunion du Comité de septembre 1997 concernant l'exonération fiscale accordée au kérosène utilisé seulement pour le transport aérien international des produits agricoles. La Suisse avait demandé si cette mesure était compatible avec le paragraphe 1 c) de l'article 9 de l'Accord sur l'agriculture ("l'Accord") (G/AG/N/NZL/11 et G/AG/R/12, page 50). Selon le représentant de la Suisse, la question soulevée présentait à l'évidence un intérêt général et méritait d'être soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour. Il a déclaré que la Suisse étudiait la réponse de la Nouvelle-Zélande (Annexe - Partie II) et voudra peut-être revenir sur cette question lors d'une réunion ultérieure du Comité.

6. Le Comité a procédé à un examen préliminaire des notifications suivantes, qui seront également examinées à la réunion suivante conformément au paragraphe 9 de ses procédures de travail:

- i) Notifications concernant l'administration des engagements en matière de contingents tarifaires et autres (Tableau MA:1): Etats-Unis (G/AG/N/USA/13);
- ii) Notification concernant les importations relevant d'engagements en matière de contingents tarifaires et autres (Tableau MA:2): Canada (G/AG/N/CAN/16/Corr.1), Communautés européennes (G/AG/N/EEC/8) et Indonésie (G/AG/N/IDN/8 et 9);
- iii) Notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de soutien interne (Tableau DS:1): Hong Kong, Chine (G/AG/N/HGK/2) et Pologne (G/AG/N/POL/13/Rev.1/Corr.1); et
- iv) Notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de subventions à l'exportation (Tableaux ES:1 à ES:3): Hong Kong, Chine (G/AG/N/HGK/3), Indonésie (G/AG/N/IDN/10 et 11), Slovénie (G/AG/N/SVN/7), Afrique du Sud (G/AG/N/ZAF/11/Rev.1) et Etats-Unis (G/AG/N/USA/12).

7. Le Comité a noté qu'aucune contre-notification n'avait été reçue au titre du point D de la Partie I de l'ordre du jour.

Questions intéressant la mise en oeuvre des engagements qui s'inscrivent dans le cadre du programme de réforme: article 18:6

8. Les questions ci-après intéressant la mise en oeuvre des engagements qui s'inscrivent dans le cadre du programme de réforme ont été soulevées conformément à l'article 18:6 de l'Accord:

a) Etats-Unis: Nouveau système de fixation des prix des volailles au Canada

9. Les Etats-Unis sont revenus sur une question qu'ils avaient déjà soulevée (G/AG/R/12, paragraphe 17) et ont noté que le Canada avait fourni des informations très limitées en réponse à leurs questions sur la nouvelle mesure concernant les exportations de volailles. Les Etats-Unis reconnaissaient que l'initiative prise par le Canada touchant l'exportation des volailles ne comportait pas de système explicite de fixation des prix, mais, selon le représentant des Etats-Unis, le système de gestion de l'offre appliqué par le Canada semblait offrir la possibilité d'un contrôle implicite des prix intérieurs et des prix à l'exportation. Compte tenu du fait que le Canada avait un engagement en matière de subventions à l'exportation de niveau zéro pour les volailles, les Etats-Unis étaient préoccupés par le fait que cette nouvelle mesure pourrait fonctionner comme une subvention implicite à l'exportation pour les volailles et voulaient par conséquent obtenir davantage d'informations sur ce système.

10. Le représentant du Canada a confirmé que le gouvernement canadien et les organismes nationaux de gestion de l'offre ne jouaient aucun rôle dans la fixation des prix des volailles, sur le marché intérieur comme à l'exportation. Le représentant du Canada a également réaffirmé que le système de gestion de l'offre comportait des contingents de production de volailles à l'échelle nationale et provinciale et que les contingents de production attribués à chaque province visaient des produits destinés à la fois au marché intérieur et à l'exportation. Répondant à une question posée par les Communautés européennes, le représentant du Canada a déclaré qu'il n'y avait pas de contingent séparé pour la production de volailles destinées à l'exportation. Même si le contingent de production attribué à chaque province consiste en une quantité unique, cette dernière peut comporter une portion qui ne doit pas être commercialisée au Canada, ainsi qu'une portion qui peut être vendue soit sur le marché intérieur soit à l'exportation.

b) Etats-Unis: Renseignements concernant la rectification de la Liste résultant du Cycle d'Uruguay de la République dominicaine

11. Les Etats-Unis ont demandé confirmation de ce que la République dominicaine avait achevé l'examen de sa Liste résultant du Cycle d'Uruguay et avait procédé à sa rectification.

12. La représentante de la République dominicaine a répondu qu'à la suite de plusieurs événements importants survenus en République dominicaine, la délégation qui avait été chargée de mener à bien les négociations sur la rectification technique de la Liste de la République dominicaine n'avait pu se rendre à Genève. Elle a réaffirmé que la République dominicaine avait la ferme intention de mener des négociations à leur terme pendant le premier trimestre de 1998. Le représentant des Etats-Unis a remercié la République dominicaine de sa coopération et a exprimé l'espoir que cette question serait réglée au début de l'année 1998.

c) Etats-Unis: Interdiction d'importer et prescriptions en matière de licences de l'Equateur

13. Le représentant des Etats-Unis a rappelé au Comité que, à ses réunions de novembre 1996 et de juin 1997 (G/AG/R/9, paragraphe 27, et G/AG/R/11, paragraphe 28), les Etats-Unis avaient demandé quand l'Equateur ouvrirait ses contingents tarifaires pour les produits énumérés à la section I-B de sa Liste. En outre, à la réunion de septembre 1997 (G/AG/R/12, page 20), les Etats-Unis avaient exprimé leurs préoccupations au sujet des deux signatures requises par l'Equateur sur les certificats SPS - une signature du fonctionnaire compétent des services sanitaires et phytosanitaires et une autre du sous-secrétaire aux politiques sectorielles, qui n'avait pas compétence en matière de santé et de sécurité. L'obtention de la seconde signature prenait beaucoup de temps. Les Etats-Unis soumettaient de nouveau leurs questions dans l'espoir que l'Equateur répondrait à la présente réunion sur le point de savoir: i) quand l'Equateur ouvrirait ses contingents tarifaires sur les produits agricoles; et ii) quand l'Equateur mettrait ses pratiques SPS en conformité avec les règles de l'OMC?

14. Le représentant de l'Equateur a répondu qu'il n'y avait pas lieu de soulever la question de la double signature requise sur les documents SPS et celle de l'ouverture des contingents tarifaires sous la rubrique des Prohibitions à l'importation étant donné qu'il n'y avait pas actuellement de prohibition à l'importation en Equateur. Ce représentant a déclaré que la double signature requise sur les certificats SPS découlait de la structure administrative interne du Ministère de l'agriculture équatorien, qui était chargée de contrôler l'innocuité des aliments et des questions sanitaires connexes. La signature du Directeur de l'agence spécialisée de l'Equateur pour les questions sanitaires et phytosanitaires (SESA) garantissait que les produits agricoles importés avaient subi un contrôle sanitaire, tandis que celle du sous-secrétaire aux politiques sectorielles, organe de contrôle plus élevé dans la hiérarchie administrative, était requise à des fins de contrôle technique et statistique. Le représentant de l'Equateur a déclaré que les contrôles administratifs étaient compatibles avec les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les procédures en matière de licences d'importation. En outre, les contrôles administratifs n'entraînaient pas de retard, pas plus qu'ils n'établissaient de discrimination à l'encontre de produits ou de pays spécifiques. Le représentant des Etats-Unis a dit que l'explication donnée par le représentant de l'Equateur ne concordait pas avec l'expérience des Etats-Unis sur ce marché et a indiqué que son pays pourrait revenir sur cette question. Le représentant de l'Equateur a répondu que son pays ne se reconnaissait pas dans l'expérience dont faisaient état les Etats-Unis, et a déclaré que les renseignements officiels disponibles, qui venaient d'être présentés au Comité, seraient envoyés à la délégation des Etats-Unis.

15. Le représentant de l'Equateur a noté, au sujet de la question posée par les Etats-Unis et de celles posées par l'Australie, les Communautés européennes, le Japon et la Nouvelle-Zélande sur les contingents tarifaires (G/AG/R/12, page 20), que l'Equateur n'avait pas encore ouvert ses contingents tarifaires, mais que, le moment venu, il notifierait au Comité l'ouverture de ses contingents tarifaires.

d) Etats-Unis: Restriction imposée par l'Egypte à l'importation de viande bovine

16. Le représentant des Etats-Unis a demandé des éclaircissements sur le fondement et l'application de l'interdiction imposée par l'Egypte à l'importation de viande bovine ayant une teneur en graisse supérieure à 7 pour cent, et a demandé comment cette restriction se justifiait au regard des dispositions de l'article III du GATT relatives au traitement national.

17. Le représentant de l'Egypte a confirmé qu'en vertu de la Norme égyptienne n° 1522 de 1991, les morceaux de viande importés pour mise à la consommation directe ne devaient pas contenir plus de 7 pour cent de graisse, alors que les morceaux de viande importés à des fins de transformation ne devaient pas en contenir plus de 20 pour cent. Ces pourcentages sont basés sur des normes établies par des experts compte tenu des modifications chimiques intervenant dans les graisses par suite des conditions de stockage et de manutention dans le climat égyptien et de leurs effets possibles sur la santé publique. Le représentant de l'Egypte a déclaré que les conditions énoncées par la Norme n° 1522 ne constituaient pas un obstacle au commerce car l'Egypte était importatrice de viande et les importations de viande congelée étaient assujetties à un taux de droit très faible (5 pour cent). Le représentant de l'Egypte a en outre déclaré que les dispositions de l'article III du GATT relatives au traitement national ne s'appliquaient pas car l'Egypte ne produisait pas de viande congelée, et que les conditions appliquées à l'importation étaient compatibles avec l'article 2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

18. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que son pays appréciait les efforts et la collaboration déployés par l'Egypte pour aider à résoudre la question, mais continuait de penser que la prohibition imposée par l'Egypte à l'importation pour la mise à la consommation directe de viande bovine ayant une teneur en graisse supérieure à 7 pour cent n'était pas justifiée au regard des dispositions des Accords de l'OMC et que, par conséquent, il demandait à l'Egypte de lever immédiatement cette interdiction. Le représentant de l'Argentine a déclaré que toutes les mesures adoptées au sujet des importations de viande bovine devaient être compatibles avec l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et

phytosanitaires plutôt qu'avec l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. De plus, tous les éléments liés au climat ou à d'autres caractéristiques du pays devaient être alignés sur les normes des organisations scientifiques qui étaient l'armature de l'Accord SPS. Le représentant de l'Uruguay a ajouté qu'étant donné que les pays ne produisaient pas de la viande bovine congelée le produit visé était en fait la viande et que les réglementations en question devaient être appliquées quel que soit son lieu de production.

e) Etats-Unis: Taux de droits et interdiction visant les volailles en Egypte

19. Les Etats-Unis sont revenus sur une question qu'ils avaient déjà soulevée (G/AG/R/12, paragraphe 27) et ont demandé des éclaircissements à l'Egypte sur les raisons justifiant le taux de droit actuel de 80 pour cent qu'elle appliquait aux volailles, au regard des dispositions du Protocole de Marrakech annexé à l'Accord général concernant les réductions tarifaires et eu égard au fait que l'Egypte s'était engagée à consolider le droit de douane sur la volaille à 60 pour cent en 2005. Le représentant des Etats-Unis a également demandé une explication sur le point de savoir comment le taux de 80 pour cent appliqué par l'Egypte sur les volailles entières combiné à une valeur à l'importation arbitraire de 1 500 dollars la tonne, ce qui donnait un taux effectif dépassant les taux consolidés par l'Egypte dans le cadre de l'OMC, pouvait se justifier aux termes des articles II et VII du GATT. Enfin, le représentant des Etats-Unis a demandé quand l'Egypte lèverait l'interdiction qu'elle appliquait aux importations de morceaux de poulets.

20. Le représentant de l'Egypte a répondu ce qui suit:

i) Le taux de 80 pour cent appliqué était pleinement conforme aux dispositions de l'article 4 de l'Accord ainsi qu'au paragraphe 2 du Protocole de Marrakech annexé au GATT de 1994. De plus, la Liste tarifaire de l'Egypte ne contenait pas de calendrier spécifique prévoyant des réductions annuelles échelonnées pour les produits agricoles. Telle qu'elle avait été approuvée par les pays Membres, cette liste spécifiait un programme de réduction d'une durée de dix ans pour les produits agricoles sans indiquer que cette réduction se ferait par tranches échelonnées. Néanmoins, au cours des trois dernières années, l'Egypte avait commencé à réduire de plus de 25 pour cent les taux de base sur la plupart des produits agricoles.

ii) La valeur arbitraire à l'importation de 1 500 dollars la tonne pour les volailles entières, fixée en vertu de l'article 22 de la Loi douanière égyptienne n° 66 de 1993, représentait une valeur équitable pleinement conforme au paragraphe 3 de l'article II et au paragraphe 2 b) de l'article VII, sur la "valeur réelle", du GATT. La valeur à l'importation de 1 500 dollars la tonne a été déterminée sur la base des prix les plus bas enregistrés pour les volailles européennes et américaines importées et continuerait d'être ajustée régulièrement. En outre, l'Egypte avait fixé la valeur d'importation pour la volaille conformément aux droits découlant pour elle de l'article XX du GATT de 1994.

iii) Il restait encore à définir des normes claires pour déterminer si les morceaux de volailles importés provenaient de volailles abattues conformément aux règles islamiques et les importations de morceaux de volailles seraient autorisées dès que l'examen de cette question serait achevé.

21. Le représentant des Etats-Unis souhaitait appeler l'attention du Comité sur le fait que le principe à l'examen revêtait une grande importance. Les Etats-Unis tenaient à réaffirmer que, selon eux, le Protocole de Marrakech exigeait des réductions tarifaires annuelles opérées par tranches égales à partir des taux de base, sauf indication contraire. Le représentant des Etats-Unis a noté que le prix de référence de 1 500 dollars la tonne était bien supérieur aux prix réels du marché pour les morceaux de volaille et constituait un obstacle significatif à l'importation. Enfin, il a déclaré que si l'interdiction frappant

les importations de morceaux de volailles était en fait une question de certification de conformité, les Etats-Unis étaient disposés à travailler avec le gouvernement égyptien en vue de régler ce problème.

f) Chili: Soutien pour les pêches en boîte dans les Communautés européennes

22. Le représentant du Chili a noté que les Communautés européennes avaient notifié des mesures de soutien au "secteur fruits et légumes" au titre de l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (G/SCM/N/3/EEC et G/SCM/N/16/EEC). Le gouvernement du Chili a soulevé cette question afin d'obtenir des renseignements complémentaires plus détaillés sur les diverses aides accordées par les Communautés européennes aux pêches en boîte.

23. Le représentant des Communautés européennes a répondu qu'il était difficile d'apporter une réponse aux nombreuses demandes de renseignements du Chili, notamment au titre du présent point de l'ordre du jour, étant donné que l'article 18:6 s'appliquait spécifiquement aux questions intéressant la mise en oeuvre des engagements. De plus, la série de questions posées par le Chili renvoie à un document présenté à un autre Comité. Néanmoins, les Communautés européennes étaient tout à fait sont disposées à se réunir avec la délégation chilienne pour expliquer les nouvelles réformes qui venaient d'entrer en vigueur dans le secteur des fruits et légumes.

24. Le représentant du Chili a expliqué que les autorités chiliennes étaient préoccupées par le fait que les subventions en question avaient des répercussions significatives sur le commerce international des pêches compte tenu de l'importance de la production de pêches en boîte dans la Communauté européenne. Le Chili avait l'intention d'interroger les Communautés européennes sur une série de subventions applicable aux pêches ainsi que sur leur fonctionnement et celui du programme de retrait. Le représentant du Chili a déclaré que cette question était soulevée au titre du présent point de l'ordre du jour du Comité de l'agriculture car elle concernait l'obligation de respecter les engagements contractés. Le Chili accepterait des réponses écrites détaillées apportant des précisions supplémentaires sur la manière de procéder des Communautés européennes à cet égard. Les représentants de l'Australie, du Brésil, de l'Afrique du Sud, du Mexique, de l'Argentine et de l'Equateur ont appuyé la demande de renseignements du Chili sur une question qui préoccupait un certain nombre de Membres, compte tenu en particulier du fait que le soutien apporté par les Communautés européennes à la production de pêches en boîtes affectait non seulement leurs ventes sur le marché intérieur mais également les exportations vers des marchés tiers. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que son pays s'interrogeait depuis un certain temps sur la transparence du système des Communautés européennes. Tous les éclaircissements reçus concernant les méthodes de calcul et le versement des aides aux industries de transformation s'écartaient sensiblement des explications reçues en réponse à des questions analogues posées par le passé. Le représentant des Etats-Unis a noté en outre que les Communautés européennes continuaient à développer leurs ventes de pêches en boîte sur les marchés intérieurs des principaux importateurs et même des pays exportateurs, et que le Mexique, l'Argentine, le Brésil et l'Afrique du Sud avaient engagé des actions en réparation contre les importations de pêches en boîte subventionnées provenant des Communautés européennes. Selon le représentant des Etats-Unis, la perte régulière de parts de marché enregistrée par tous les exportateurs de pêches en boîte indiquait que le subventionnement des pêches en boîte par les Communautés européennes atteignait un niveau extrême, pour ne pas dire plus.

25. Le représentant des Communautés européennes a déclaré que l'allégation de manque de transparence formulée par les Etats-Unis était inacceptable étant donné que les Communautés européennes avait fourni récemment à un certain nombre de Membres, au niveau bilatéral, une quantité considérable de renseignements concernant leur programme de soutien, et les Etats-Unis avaient reçu récemment, oralement et par écrit, des renseignements additionnels sur cette question. Le représentant des Communautés européennes a noté le vif intérêt que suscitait la manière dont fonctionnait le système de soutien en faveur des pêches en boîte de la CEE et a déclaré que des exemplaires des règlements

les plus récents des Communautés européennes concernant la réforme introduite dans ce secteur étaient à la disposition des délégations. Le représentant des Communautés européennes a rappelé aux Membres que le rôle du Comité était de suivre la mise en oeuvre des engagements relatifs au soutien interne, à l'accès aux marchés et aux subventions à l'exportation spécifiés dans les Listes des Membres. Les Communautés européennes allaient présenter prochainement leur notification sur le soutien interne, laquelle montrerait que les Communautés restaient bien en deçà de leur niveau d'engagement touchant la mesure globale du soutien et qu'elles respectaient pleinement leurs engagements au titre de l'OMC.

g) Etats-Unis: Utilisation par les Communautés européennes de subventions à l'exportation reportées

26. Le représentant des Etats-Unis a demandé si les Communautés européennes avaient reporté des subventions à l'exportation restées inutilisées dans le cadre des engagements des années précédentes sur les volailles ou tout autre produit visé dans leur Liste.

27. Le représentant des Communautés européennes a déclaré que ces dernières étaient en train de préparer leur seconde notification touchant leurs engagements en matière de subvention à l'exportation, et qu'en tout état de cause, les subventions en question ne dépasseraient pas les engagements inscrits dans la Liste des Communautés européennes. Ce représentant a déclaré que les données préliminaires reçues faisaient déjà apparaître clairement que les Communautés européennes avaient utilisé la possibilité de reporter les quantités inutilisées de subventions d'une année sur l'autre. Des données complètes seraient communiquées au Comité en temps voulu. En réponse à une question des Etats-Unis, le représentant des Communautés européennes a noté que la viande bovine et peut-être plusieurs autres produits pourraient figurer dans l'examen préliminaire de ces données par les Communautés européennes.

h) Etats-Unis: Administration des contingents tarifaires de la Pologne

28. Le représentant des Etats-Unis a demandé des éclaircissements supplémentaires sur le sens exact de la condition selon laquelle "la quantité attribuée à chaque importateur peut être limitée" dans la notification de la Pologne relative à l'administration des contingents tarifaires (G/AG/N/POL/10). Les Etats-Unis voulaient savoir de quelle "limite" il s'agissait et si cela signifiait que les attributions de contingents tarifaires pouvaient se répartir sur une base proportionnelle.

29. Le représentant de la Pologne a répondu que la condition en question signifiait que l'organisme chargé de faire les attributions se réservait le droit d'appliquer des limites lorsqu'il attribuait le contingent dans des cas spécifiques. En règle générale, les contingents étaient attribués dans l'ordre de présentation des demandes mais, en pratique, les limites visant les attributions de contingents concernaient seulement la viande de volaille, le concentré de tomate, la gélatine et le tabac. Un importateur qui avait fourni la marchandise au titre d'une licence d'importation pouvait demander une autre attribution jusqu'à épuisement du contingent.

i) Etats-Unis: Politiques de la catégorie verte de la Roumanie

30. Les Etats-Unis sont revenus sur une question qu'ils avaient soulevée auparavant (G/AG/R/12, page 40) et ont noté que selon eux, les dispositions du paragraphe 2 de l'article 6 de l'Accord signifiaient que les subventions à l'investissement pour les "producteurs qui ont de faibles revenus ou sont dotés de ressources limitées" pouvaient être exclues des calculs de la MGS courante. Toutefois, la Roumanie avait indiqué à la réunion du Comité du mois de septembre que tous les agriculteurs, et pas seulement ceux dont les ressources sont limitées, avaient droit à ces subventions à l'investissement. Ce programme ne remplissait donc pas les critères énoncés au paragraphe 2 de l'article 6. Par conséquent, aux yeux des Etats-Unis, la Roumanie ne pouvait pas exclure les paiements en question de ses calculs de la MGS courante.

31. Le représentant de la Roumanie a déclaré que le programme susmentionné était une mesure de la catégorie verte. En outre, une réponse écrite avait été donnée à la délégation des Etats-Unis avec des précisions supplémentaires sur la manière dont le programme était conçu et dont il venait en aide aux producteurs ayant de faibles revenus ou dotés de ressources limitées.

j) Etats-Unis: Interdiction d'importer des produits agricoles en Turquie

32. Les Etats-Unis ont dit qu'ils restaient préoccupés par le fait que la Turquie utilisait des interdictions d'importer des produits agricoles pour protéger certaines branches de production nationale. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que ces interdictions imposées par la Turquie paraissaient incompatibles avec le fait que l'OMC instituait des obstacles non tarifaires au commerce agricole. Le représentant des Etats-Unis a noté que, lors de réunions antérieures du Comité, des préoccupations avaient été exprimées au sujet de l'interdiction d'importer des bovins sur pied en Turquie et que des préoccupations analogues avaient été communiquées aux autorités turques concernant l'interdiction frappant la viande bovine. Le représentant des Etats-Unis a relevé l'interdiction prise récemment par la Turquie d'importer des graines de tournesol et a déclaré que les Etats-Unis se verraient contraints d'envisager des mesures appropriées au cas où la Turquie maintiendrait ou introduirait des interdictions incompatibles avec les obligations qu'elle avait contractées dans le cadre de l'OMC. Les Etats-Unis ont demandé des informations concernant: i) les produits actuellement visés par des interdictions d'importer et les justifications de ces interdictions; ii) les politiques actuelles de la Turquie en matière d'importation concernant les bovins sur pied, les fèves de soja, les graines de tournesol et le riz paddy; et iii) les calendriers prévus pour l'élimination des interdictions pour lesquelles il n'y avait pas de justification compatible avec les règles de l'OMC.

33. Le représentant de la Turquie a répondu qu'aucune interdiction d'importer ne visait les fèves de soja, les graines de tournesol ou le riz paddy. Cependant, l'augmentation imprévue de la demande de certificats de contrôle pour les produits en question risquait d'entraîner des retards supplémentaires pour les importateurs. Par ailleurs, l'interdiction d'importer des bovins sur pied était due à des préoccupations liées à la santé animale et était jugée nécessaire pour éradiquer certaines maladies en Turquie.

34. Le représentant des Etats-Unis a salué l'annonce faite par la Turquie qu'aucune interdiction d'importer ne visait les fèves de soja, les graines de tournesol et le riz paddy. Toutefois, les Etats-Unis restaient préoccupés par la longueur du délai de délivrance des certificats d'importation pour ces produits et par l'interdiction d'importer des bovins, et ils ont indiqué qu'ils examineraient ces questions avec la Turquie dans le cadre bilatéral.

k) Etats-Unis: Prescriptions du Venezuela en matière de licences d'importation

35. Les Etats-Unis ont déclaré qu'ils revenaient sur cette question pour les raisons suivantes: i) pour obtenir une réponse aux questions écrites qui ont été posées touchant les prescriptions du Venezuela en matière de licences d'importation; ii) pour appuyer les Communautés européennes et la Nouvelle-Zélande qui, à la réunion de septembre, ont exprimé leurs préoccupations concernant la politique vénézuélienne d'importation de lait en poudre; iii) pour demander des éclaircissements sur le point de savoir si l'intention du gouvernement vénézuélien était de subordonner la délivrance de licences d'importation pour le lait en poudre, le maïs blanc et le riz, à la condition que l'offre intérieure de ces produits soit entièrement absorbée; et iv) pour faire état de la vive opposition des Etats-Unis à la mise en place d'un système qui imposait de telles conditions aux licences d'importation et ôtait de sa valeur au contingent tarifaire, constituant ainsi un obstacle au commerce.

36. Le représentant du Venezuela a répondu que des réponses écrites avaient été fournies aux Etats-Unis concernant les prescriptions en matière de licences d'importation au Venezuela. Au sujet

des politiques d'importation touchant le lait en poudre, le Venezuela appliquait un système de licences automatiques à des fins statistiques et pour veiller au respect des normes de qualité et des prescriptions sanitaires applicables au Venezuela, conformément à l'article 2 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Des licences d'importation pouvaient être délivrées à toute personne physique ou morale ayant satisfait aux critères énoncés au Journal officiel du 13 octobre 1997, consistant notamment à présenter: i) le numéro d'inscription au registre du commerce de l'organe importateur; et ii) le certificat d'enregistrement sanitaire du produit délivré par le Ministère de la santé. Ce système de licences est entré en vigueur le 13 novembre 1997. Quarante-huit heures après la publication du Journal officiel pertinent, un nombre considérable de licences ont été délivrées pour un volume total de 7 000 tonnes. Le représentant du Venezuela a également noté que son pays appliquait un système de licences non automatiques pour le maïs jaune et le sorgho, ainsi qu'un système de licences automatiques pour le lait en poudre conformément aux articles 2 et 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. En ce qui concerne le maïs blanc et le riz, le Venezuela n'avait pas l'intention d'appliquer un système quelconque de licences d'importation.

Autres questions relatives au processus d'examen

37. Au sujet des questions soulevées à des réunions précédentes dans le cadre du processus d'examen qui sont restées sans réponse, le représentant de l'Uruguay a demandé si les mesures notifiées par le Mexique dans le document G/AG/N/MEX/5 au titre des dispositions de l'Accord relatives au traitement spécial et différencié visaient à subventionner les investissements généralement disponibles pour l'agriculture dans un pays en développement, et relevaient de ce fait du paragraphe 2 de l'article 6 de l'Accord. L'Uruguay a demandé quelques éclaircissements au Mexique sur sa notification, selon laquelle ces mesures étaient disponibles pour tous les producteurs agricoles. Les questions ayant été posées tardivement, l'Uruguay attendrait la réponse du Mexique.

38. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le représentant du Canada a noté qu'à la réunion du Comité de juin 1997, son pays avait posé un certain nombre de questions au Mexique au sujet de ses mesures de soutien interne. A la réunion du mois de septembre, le Mexique avait déclaré qu'il était en train de préparer les réponses aux questions. Le Canada voulait savoir quand celles-ci seraient prêtes. Le représentant du Canada a également rappelé au Comité les questions qu'il avait posées aux Etats-Unis à la réunion de septembre 1997 concernant les ordonnances de commercialisation du lait dans l'Etat de Californie et a déclaré que les Etats-Unis avaient confirmé l'interprétation donnée par le Canada (voir G/SG/R/12, paragraphe 52). Le Canada voulait savoir si, dans la dernière en date des notifications concernant les subventions à l'exportation des Etats-Unis (G/AG/N/USA/12), toutes les exportations de produits laitiers fabriqués à partir de lait vendu au prix d'exportation en Californie étaient incluses sous la rubrique "exportations subventionnées" et quels étaient les produits spécifiques concernés.

39. Le représentant du Mexique a dit que son pays fournirait sous peu une réponse à toutes les questions qui lui avaient été posées, y compris celles posées par l'Uruguay. En réponse à la question du Canada touchant les plans de commercialisation du lait dans l'Etat de Californie, le représentant des Etats-Unis a déclaré que son pays prenait note de l'intérêt exprimé par le Canada et examinerait la question plus avant.

40. Au sujet des notifications qui n'ont pas encore été présentées, le Comité a pris note du fait que, comme il l'avait demandé à la réunion de mars 1997, le Secrétariat avait distribué un document de séance daté du 21 novembre 1997 faisant le point sur le respect des obligations de notification au Comité de l'agriculture. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le représentant de l'Uruguay s'est demandé s'il convenait que les notifications des Communautés européennes soient faites sur la base de la composition actuelle de 15 Membres, étant donné que la liste officielle de la CEE à 15 n'avait pas encore été établie et distribuée. Le représentant de l'Uruguay a également demandé quand la Colombie présenterait sa notification relative aux subventions à l'exportation. Le représentant de la

Colombie a noté que son pays était en train d'établir des notifications qui seraient communiquées prochainement au Secrétariat afin d'être distribuées. Le représentant du Costa Rica a informé le Comité que son pays présenterait sous peu ses notifications pour 1995 et une partie de l'année 1996.

Deuxième partie: Autres questions relevant de la compétence du Comité

- a) Surveillance annuelle par le Comité de la suite donnée à la Décision ministérielle sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, conformément à l'article 16:2 de l'Accord sur l'agriculture, y compris la suite donnée au paragraphe 18 du Rapport sur la Décision établi par le Comité pour la Conférence ministérielle de Singapour

41. Le Président a noté qu'aux termes de l'article 16:2 de l'Accord, le Comité surveillera, selon qu'il sera approprié, la suite donnée à la Décision ministérielle de Marrakech sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Conformément aux procédures de travail du Comité (G/AG/1, paragraphe 18), cet exercice de surveillance a lieu aux réunions ordinaires que le Comité tient en novembre. L'exercice de surveillance se déroule sur la base des contributions des Membres, notamment des notifications de la série NF concernant les mesures prises dans le cadre de la Décision sur les importateurs nets de produits alimentaires. Depuis l'exercice de surveillance effectué en novembre 1996, 15 Membres avaient présenté des notifications dans la série NF (Afrique du Sud, Australie, Brésil, Burkina Faso, Canada, Corée, Cuba, Emirats arabes unis, Fidji, Indonésie, Japon, Malte, Norvège, Nouvelle-Zélande et Philippines). Le Président a noté que la suite à donner au paragraphe 18 du rapport établi par le Comité pour la Conférence ministérielle sur la Décision relative aux importateurs nets de produits alimentaires (G/L/125) était aussi un élément important du suivi général de la Décision.

42. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les représentants de la FAO, du Programme alimentaire mondial, du FMI et de la Banque mondiale, respectivement, ont pris la parole et fait des déclarations sur les faits nouveaux survenus dans leur domaine de compétence. L'observateur de l'OCDE a également fait une déclaration touchant l'avancement des travaux concernant un accord sur les crédits à l'exportation subventionnés et les facilités connexes. Les déclarations faites en qualité d'observateurs par les organisations intergouvernementales internationales susmentionnées sont reproduites dans le document G/AG/GEN/15.

43. Le Président a également noté que, comme cela a été convenu à la réunion du Comité de juin 1997, la suite donnée aux recommandations de la Conférence ministérielle de Singapour concernant les questions relatives à l'aide alimentaire (paragraphe 18 i) du document G/L/125) continuera d'être examinée lors des réunions ordinaires du Comité.

44. Le représentant du Pérou a remercié les organisations ayant le statut d'observateur pour les rapports qu'elles ont présentés au Comité et a souligné l'importance de la surveillance continue de la suite donnée à la Décision ministérielle sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

- b) Rapport du Président sur le processus d'analyse et d'échange de renseignements (processus AER)

45. Le Comité a pris note du rapport suivant du Président sur les séances consacrées au processus AER des 19 et 20 novembre 1997:

"i) La décision du Comité sur le suivi de la Déclaration ministérielle de Singapour concernant le processus d'analyse et d'échange de renseignements (maintenant appelé "processus AER") dispose que, "pour plus de transparence et afin de permettre au Président de présenter un compte rendu factuel et succinct au Comité, l'ordre du jour des réunions ordinaires du Comité comprendrait un point relatif au processus d'analyse et d'échange de renseignements (G/AG/R/10, paragraphe 36). Dans ce contexte, à la suite des trois premières séances consacrées au processus AER, dont il a été rendu compte aux précédentes réunions du Comité (G/AG/R/11, paragraphe 44 et G/AG/R/12, paragraphe 58), une réunion informelle du Comité ouverte à tous a eu lieu les 19 et 20 novembre. Les Membres étaient saisis de onze documents informels présentés par des Membres et de quatre documents de base établis par le Secrétariat:

Documents informels présentés par des Membres

- AIE/1: Document de l'Australie sur l'administration des contingents tarifaires
- AIE/2: Document des Etats-Unis sur le contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation
- AIE/3: Document des Etats-Unis sur les données communiquées par le biais des notifications
- AIE/4: Document de l'Australie sur les mesures de soutien interne relevant de la catégorie verte
- AIE/5: Document de la Nouvelle-Zélande sur l'administration des contingents tarifaires
- AIE/6: Document du Pakistan, du Pérou et de la République dominicaine sur les questions présentant de l'intérêt pour les pays en développement
- AIE/7: Document des Etats-Unis sur l'administration des contingents tarifaires
- AIE/8: Document de l'Uruguay sur la mise en oeuvre des engagements tarifaires
- AIE/9: Document de l'Australie sur l'administration des contingents tarifaires: méthode de l'ordre de présentation des demandes
- AIE/10: Document des Etats-Unis sur l'article 6:5: versements directs au titre de programmes de limitation de la production
- AIE/11: Document des Etats-Unis sur les entreprises commerciales d'Etat (vendeurs uniques et acheteurs uniques)

Documents de base du Secrétariat:

- AIE/S1: Contingents tarifaires et autres
- AIE/S2: Soutien interne
- AIE/S3: Subventions à l'exportation
- AIE/S4: Méthodes d'administration des contingents tarifaires et utilisation des contingents tarifaires

ii) La réunion a été surtout consacrée aux documents qui avaient été présentés depuis la dernière séance du processus AER, ou qui avaient seulement fait l'objet d'un examen préliminaire à la séance précédente.

iii) Plus précisément, le document présenté par le Pakistan, le Pérou et la République dominicaine sur les questions intéressant les pays en développement a été chaleureusement accueilli par un grand nombre de délégations. Les Membres ont souligné qu'il importait d'examiner la situation des pays en développement Membres pendant la période faisant suite au Cycle d'Uruguay et un certain nombre d'entre eux ont indiqué qu'ils avaient l'intention de présenter au Groupe des documents sur des questions et des exemples spécifiques tirés de leur expérience afin d'enrichir la réflexion sur cette question. De nombreux Membres ont parlé des travaux qui se déroulaient dans d'autres organisations internationales et du rôle que

jouaient ces dernières pour aider les pays en développement Membres de l'OMC à répertorier les questions présentant un intérêt particulier afin d'aider tous les Membres à s'intégrer pleinement au système commercial international. Plusieurs délégations ont émis l'idée que le Secrétariat pourrait servir d'organe coordonnateur et regrouper les travaux des autres organisations et ont proposé des activités dont le Secrétariat pourrait se charger directement, par exemple dans les statistiques sur les courants d'échanges. Les mesures prises en vertu de la Décision ministérielle sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires ont également été jugées pertinentes dans ce contexte.

iv) Compte tenu des suggestions faites, le Secrétariat s'est engagé à fournir, à la réunion de mars du processus AER, une récapitulation des renseignements pertinents concernant les dispositions sur le traitement spécial et différencié ayant trait à l'Accord. Il fournira également une liste des études menées par l'OMC et d'autres organisations internationales sur des sujets se rapportant à la question à l'examen. On a également noté que, pour effectuer des analyses utiles dans ce domaine, il faudrait disposer de données commerciales par ligne tarifaire comme celles qui figurent dans la base de données intégrée (BDI). Je consulterai les Membres sur la meilleure manière dont les pays en développement Membres pourraient présenter des renseignements touchant leurs expériences spécifiques aux réunions du processus AER et je demanderai des avis sur les renseignements qu'il conviendrait de recueillir auprès d'autres organisations internationales. Lorsqu'elles sont en mesure de fournir des renseignements additionnels, les autres organisations internationales seront invitées, au cas par cas, à faire un exposé spécifique à ce sujet dans le cadre du processus AER.

v) La question de l'administration des contingents tarifaires a fait l'objet d'un large débat sur les problèmes soulevés dans le document présenté par les Etats-Unis (AIE/7). De nombreux Membres estimaient, apparemment, que ce document donnait un bon aperçu des avantages et des désavantages liés aux divers mécanismes d'administration des contingents tarifaires en vigueur. Au cours du débat, il a également été question des documents qui avaient été présentés à des séances antérieures consacrées au processus et des documents de base établis par le Secrétariat. Un certain nombre de Membres ont dit que, selon eux, il ressortait du document qu'aucune méthode particulière d'administration des contingents tarifaires ne pouvait être considérée comme la meilleure dans tous les cas, compte tenu de la diversité des produits et des circonstances en cause. On a dit aussi qu'il convenait de ménager un équilibre entre différents objectifs, tels que réduire au maximum les restrictions au commerce, gérer de manière ordonnée les importations sur l'année, limiter l'intervention bureaucratique, maîtriser la spéculation et promouvoir la concurrence. Un débat s'est également instauré sur la question des rentes de contingentement, et des avis différents se sont exprimés concernant les effets qu'avaient les diverses méthodes d'administration des contingents sur les parts des rentes de contingentement obtenues par les importateurs et les exportateurs et concernant le fait que les rentes de contingentement risquaient de renforcer des intérêts en place qui ne serait peut-être pas favorables à une libéralisation plus poussée des échanges.

vi) Toujours sur la question de l'administration des contingents tarifaires, les Membres ont examiné le document informel de l'Australie sur la méthode d'attribution dans l'ordre de présentation des demandes et sur les avantages et inconvénients particuliers de ce système (AIE/9). On a noté qu'il fallait faire la distinction entre les méthodes d'attribution de contingents dans l'ordre de présentation des demandes qui impliquent la délivrance de licences et celles qui impliquent seulement l'entrée concrète des marchandises. Tout en reconnaissant les inconvénients potentiels de la méthode d'attribution dans l'ordre de présentation des demandes, un certain nombre de Membres ont estimé que l'on pouvait remédier à certains d'entre eux en découpant le contingent tarifaire en plusieurs tranches s'échelonnant sur l'année et en

appliquant des pénalités aux importateurs qui n'utilisaient pas pleinement les quantités attribuées. Il a été également question de la réattribution des fractions inutilisées dans les cas où il apparaît qu'un contingent tarifaire ne sera pas pleinement utilisé pendant une période. On pourrait procéder à ces réattributions dans les cas où un importateur n'était pas en mesure d'importer la quantité qui lui était attribuée ou, dans les cas où le contingent était attribué pour un pays spécifique, lorsque le pays fournisseur n'allait pas utiliser le contingent qui lui était attribué. Plusieurs autres questions ont été soulevées, telles que les incidences de ces réattributions sur les attributions de l'année suivante, l'admission éventuelle de nouveaux participants et la possibilité de reporter les fractions inutilisées des contingents tarifaires sur l'année suivante. Un certain nombre de Membres ont été d'avis que de tels mécanismes pouvaient effectivement améliorer les taux d'utilisation des contingents tarifaires, mais qu'ils allaient au-delà des obligations des Membres consistant à offrir des possibilités d'accès conformes aux engagements inscrits dans leurs listes.

vii) En ce qui concerne le document présenté par l'Uruguay sur la mise en oeuvre des engagements tarifaires, on a noté que les négociations du Cycle d'Uruguay avaient porté sur le remplacement des obstacles non tarifaires par des droits de douane, mais qu'un certain nombre de ces droits restaient élevés et que dans certains cas, il existait des droits spécifiques ou des éléments spécifiques qu'il fallait aussi examiner. Un certain nombre de Membres ont proposé que des renseignements soient recueillis sur les courants d'échanges concernant les lignes tarifaires auxquelles s'appliquaient des droits découlant du processus de tarification du Cycle d'Uruguay, afin de pousser plus loin la réflexion, et que l'on procède parallèlement à un examen des équivalents *ad valorem* des droits non *ad valorem*. Selon d'autres Membres, ce débat n'entrait pas dans le champ du processus AER. En ce qui concerne les mesures telles que les prix d'entrée, les systèmes de licences non automatiques et les mesures similaires qui sont évoqués dans le document présenté par l'Uruguay, certains Membres ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de discuter de ces questions car, si d'autres Membres jugeaient ces mesures contradictoires avec les règles de l'OMC, ils avaient d'autres moyens à leur disposition, notamment le système de règlement des différends. D'autres Membres ont estimé qu'il convenait de poursuivre le débat dans ce domaine afin d'examiner les options pour les négociations à venir qui porteraient sur les problèmes spécifiques que connaissent certains échanges agricoles. Le Secrétariat s'est engagé à se mettre en quête de statistiques sur le commerce hors contingent des produits agricoles dans le cadre des recherches en cours sur l'existence des équivalents *ad valorem* des droits spécifiques.

viii) Le document des Etats-Unis sur l'article 6:5 de l'Accord a fait l'objet d'un examen préliminaire. Certains Membres ont estimé que la question méritait de retenir l'attention car seul un nombre très limité de Membres avaient recours à cette disposition et, à leur avis, celle-ci n'avait pas de base économique saine et risquait de retarder l'évolution de la politique agricole vers les mesures relevant de la catégorie verte (Annexe 2 de l'Accord). D'autres Membres ont estimé qu'il n'y avait aucune raison d'examiner cette disposition car, à leur avis, elle n'était pas incompatible avec le processus général de réforme, il ne s'agissait pas d'une mesure transitoire et le processus AER n'était pas l'instance appropriée pour examiner d'éventuelles modifications des critères énoncés dans cette disposition ou sa suppression. Le document informel des Etats-Unis ayant été présenté en vue d'un examen préliminaire, le Comité y reviendra.

ix) Le document informel des Etats-Unis sur les entreprises commerciales d'Etat (acheteurs uniques et vendeurs uniques) a également fait l'objet d'un examen préliminaire. De nombreux Membres ont reconnu que le document présentait un exposé assez complet des distorsions potentielles des échanges pouvant résulter du recours à ces entités. Selon certains Membres, toutefois, ce risque n'était pas toujours corroboré dans la pratique et les distorsions potentielles

des échanges indiquées dans le document allaient nécessairement dans des sens opposés. A leur avis, ces entités étaient dans certains cas le moyen le plus approprié pour atteindre certains objectifs tels que la constitution de stocks pour des raisons de sécurité et la réalisation d'économies d'échelle. Comme ce document informel des Etats-Unis était présenté en vue d'un examen préliminaire, le Comité y reviendra.

x) On a noté que les réunions AER allaient en règle générale de pair avec celles du Comité de l'agriculture, mais il a été convenu de tenir une réunion additionnelle du processus AER le 20 janvier 1998.

xi) Cela dit, je conclurai mon rapport sur le processus AER en rappelant aux Membres que, comme convenu, le processus se déroulerait "dans le cadre de réunions informelles du Comité ouvertes à tous, sur la base, entre autres, des documents présentés par les Membres" (G/AG/R/10, paragraphe 36). Je le répète afin d'encourager les Membres de faire en sorte que tous les sujets qui les intéressent puissent être discutés dans le cadre du processus et de vous rappeler que la présentation d'un document n'est pas une condition préalable pour qu'une question soit examinée, car je sais les difficultés qu'ont certains Membres à préparer des documents."

46. Les Communautés européennes, la Suisse et le Japon ont pris la parole pour s'inquiéter du caractère excessivement détaillé et formel du compte rendu du Président sur le processus d'analyse et d'échange de renseignements et, partant, des débats se déroulant dans le cadre de ce processus. Selon le représentant des Communautés européennes, la distribution du rapport du Président sur le processus d'analyse et d'échange de renseignements au Comité en ferait un document public et permettrait ainsi de faire connaître la teneur des débats informels qui ont lieu dans le cadre du processus AER. A mesure que celui-ci avançait, et que des problèmes plus sensibles étaient examinés, les rapports détaillés du Président pourraient de ce fait prendre un caractère plus controversé. Les représentants des Etats-Unis, du Mexique, de l'Argentine, de l'Uruguay, de la République dominicaine, de la Malaisie, du Pérou, du Brésil, du Venezuela, du Chili, de la Côte-d'Ivoire et de l'Afrique du Sud, respectivement, ont dit qu'ils appréciaient le rapport du Président sur le processus d'analyse et d'échange de renseignements, lequel à leurs yeux, était un document factuel, parfaitement neutre et équilibré, comme l'avait demandé le Comité.

47. Le Président a noté que le rapport sur le processus d'analyse et d'échange de renseignements était établi sous sa propre responsabilité en qualité de président, sur une base factuelle et informelle, conformément au mandat confié par le Comité (G/AG/R/10, paragraphe 36).

c) Consultation annuelle au titre de l'article 18:5 concernant la participation des Membres à la croissance normale du commerce mondial des produits agricoles dans le cadre des engagements en matière de subventions à l'exportation au titre de l'Accord sur l'agriculture

48. Le Président a noté qu'aux termes de l'article 18:5 de l'Accord, les Membres tiennent chaque année des consultations au sein du Comité au sujet de leur participation à la croissance normale du commerce mondial des produits agricoles dans le cadre des engagements en matière de subventions à l'exportation au titre de l'Accord. Il est stipulé dans les procédures de travail du Comité que cette consultation annuelle devait avoir lieu aux réunions ordinaires de novembre du Comité (G/AG/1, paragraphe 17). Ainsi que cela avait été demandé à la réunion du Comité de l'agriculture des 25 et 26 septembre 1997, le Secrétariat avait préparé et mis à la disposition du Comité une note d'information aux fins de ces consultations (G/AG/W/32 et Corr.1).

49. Le représentant des Communautés européennes a remercié le Secrétariat d'avoir établi cette note d'information, qui était une bonne base pour assurer le suivi de ce point de l'ordre du jour chaque

année. Le représentant des Communautés européennes a noté que les données présentées dans la note faisaient apparaître des mouvements quelque peu erratiques dans le secteur céréalier, probablement liés à des pénuries sur certains marchés, et, dans le cas du riz, une évolution spectaculaire semblait s'être produite concernant l'Inde. Les exportations de l'Australie et de l'Argentine se sont apparemment développées, tandis que celles des Communautés européennes restaient stables ou avaient diminué dans certains secteurs. Le représentant de l'Argentine a déclaré qu'il s'interrogeait toujours sur l'objectif de l'article 18:5 de l'Accord, spécialement lorsqu'on le lisait à la lumière de la dernière phrase de la clause de paix de l'article 13. L'Argentine a indiqué qu'elle suivrait les débats avec un grand intérêt afin de mieux comprendre les problèmes en jeu.

d) Rapport du Président au Conseil du commerce des marchandises

50. Le Comité a pris note du fait que le bref rapport factuel, qui lui était présenté sous forme de document de séance après avoir été examiné et modifié lors de la réunion informelle du Comité, serait présenté au Conseil du commerce des marchandises par M. l'Ambassadeur Osorio Londoño sous sa responsabilité en qualité de Président. Le Président a confirmé que l'annexe du rapport indiquerait toutes les notifications communiquées au Secrétariat jusqu'au 24 novembre 1997. (Le rapport a été distribué sous la cote G/L/211).

e) Demandes de statut d'observateur présentées par des organisations internationales intergouvernementales

51. Le Comité a noté qu'il y avait trois demandes de statut d'observateur en instance, à savoir celles présentées par le Secrétariat du groupe ACP par la Banque interaméricaine de développement et par l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (G/AG/W/29/Rev.1). Ainsi que le Comité en est convenu à sa réunion de septembre 1997, le Président avait poursuivi les consultations informelles à ce sujet en vue de parvenir à un consensus. Il allait continuer ses consultations afin qu'une décision puisse être prise à la réunion de mars 1998.

Autres questions

52. Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point.

Date de la prochaine réunion

53. La prochaine réunion ordinaire du Comité de l'agriculture aura lieu les jeudi et vendredi 19 et 20 mars 1998, et l'aérogramme convoquant cette réunion et contenant l'ordre du jour provisoire sera distribué le vendredi 6 mars 1998.

ANNEXE

	<u>Page</u>
<u>Partie I</u>	
<u>Résumé des points spécifiques soulevés concernant les notifications et des réponses qui y ont été apportées (réunion des 20 et 21 novembre 1997)</u>	17
i) <u>Notifications concernant l'administration des engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:1): Communautés européennes (EEC/3/Corr.1), Japon (JPN/23), Philippines (PHL/12) et Thaïlande (THA/24 et 25);</u>	17
ii) <u>Notifications concernant les importations relevant d'engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:2): Canada (CAN/16), Islande (ISL/8), Japon (JPN/24), Corée (KOR/12), Norvège (NOR/14 et 15), Philippines (PHL/8), Etats-Unis (USA/9/Add.1) et Venezuela (VEN/10);</u>	20
iii) <u>Notifications concernant l'utilisation de la clause de sauvegarde spéciale (tableau MA:5): Canada (CAN/15), Japon (JPN/22) et Corée (KOR/13);</u>	27
iv) <u>Notifications concernant les engagements en matière de soutien interne (tableau DS:1): Argentine (ARG/4), Australie (AUS/14), Brésil (BRA/6/Rev.1), Canada (CAN/17), Colombie (COL/6 et 7), Islande (ISL/9), Corée (KOR/14), Nouvelle-Zélande (NZL/12), Norvège (NOR/11), Philippines (PHL/10), Pologne (POL/12/Rev.1 et POL/13/Rev.1), Afrique du Sud (ZAF/13), Thaïlande (THA/23) et Venezuela (VEN/4/Rev.1 et VEN/8);</u>	28
v) <u>Notifications concernant les engagements en matière de subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3): Corée (KOR/16), Norvège (NOR/12 et 13), Pologne (POL/14), Turquie (TUR/5/Rev.1), et Venezuela (VEN/5/Rev.1).</u>	45
<u>Partie II</u>	
<u>Réponses différées à des questions posées aux réunions précédentes à propos des notifications</u>	50
i) <u>Notifications concernant les engagements en matière de soutien interne (tableau DS:1): Japon (JPN/21 et Corr.1) et Pologne (POL/12);</u>	50
ii) <u>Notifications concernant les engagements en matière de subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3): Nouvelle-Zélande (NZL/11).</u>	56

ANNEXE - Partie I

Examen des notifications effectué par le Comité de l'agriculture à sa réunion
des 20 et 21 novembre 1997

Résumé des points spécifiques soulevés et des réponses qui y ont été apportées

Notifications selon le tableau MA:1

Communautés européennes G/AG/N/EEC/3/Corr.1 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Argentine - Pourquoi les établissements de vente au détail ou les restaurants qui vendent leurs produits aux consommateurs finals n'ont-ils pas accès aux contingents tarifaires?</p> <p>Canada - Pourquoi la quantité minimale qu'un demandeur de licence doit avoir importé au cours de chacune des deux années civiles précédentes est-elle passée de 50 à 100 tonnes?</p>	<p>Cette restriction et cette prescription visent à offrir la possibilité aux demandeurs de licence d'obtenir une quantité raisonnable de produits à importer dans le cadre de leur licence et à faciliter les échanges.</p>

Japon G/AG/N/JPN/23 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Argentine/Colombie - ont demandé des éclaircissements touchant les "autres qualifications" requises pour participer au système d'appels d'offres.</p>	<p>La notification a été faite uniquement pour indiquer le changement de nom de l'entreprise commerciale d'Etat Livestock Industry Promotion Corporation (LIPC) devenue Agriculture and Livestock Industries Corporation (ALIC - Office de l'agriculture et de l'élevage). Pour participer aux appels d'offres, les candidats doivent indiquer le volume des importations antérieures et être enregistrés en tant que société conformément à la Loi sur le commerce.</p>
<p>Argentine - La condition relative au "volume des importations antérieures" signifie-t-elle que les nouveaux importateurs ne sont pas acceptés?</p>	<p>Les nouveaux venus qui ont fait des importations hors contingent tarifaire sont admis à participer aux appels d'offres pour des contrats d'importation avec l'Office de l'agriculture et de l'élevage (ALIC).</p>
<p>Colombie - L'Office est-il l'unique acheteur de tous les produits importés? Dans l'affirmative, le Japon prétend-il que ce mécanisme est conforme à l'article III du GATT de 1994?</p>	<p>Toutes les importations de produits laitiers désignés d'utilisation courante qui sont effectuées dans la limite des contingents sont réservées à l'Office de l'agriculture et de l'élevage, tandis que les importations hors contingent sont ouvertes aux importateurs privés. L'Office de l'agriculture et de l'élevage est une entreprise commerciale d'Etat et ses activités sont conformes à l'article XVII du GATT. En ce qui concerne l'article III du GATT, les produits importés ne reçoivent pas un traitement moins favorable que les produits d'origine nationale.</p>

Philippines G/AG/N/PHL/12 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie - Les Philippines ont-elles notifié seulement les contingents tarifaires qui figurent dans leur Liste? Après avoir entendu la réponse, l'Australie a déclaré que, pour des raisons de transparence, il serait utile de savoir quels sont les produits visés par des contingents tarifaires.	Les Philippines ont notifié seulement les contingents tarifaires pour lesquels elles ont pris des engagements.
Australie - Les Philippines ont-elles l'intention de maintenir un arrangement de contingent tarifaire pour la viande de boeuf congelée?	Pour le moment, les Philippines continueront à autoriser l'importation de certaines quantités au taux appliqué de 30 pour cent au lieu du taux consolidé de 60 pour cent.
Communautés européennes - Ont demandé des renseignements concernant "l'Ordonnance administrative n° 8, série de 1997, du Département de l'agriculture".	L'Ordonnance administrative n° 8 du Département de l'agriculture comporte un système automatique de réattribution des contingents. Lorsque le titulaire d'une licence utilise cette dernière en deçà du niveau minimal, le volume de sa licence est progressivement réduit comme suit: 50 pour cent la première année, 75 pour cent l'année suivante et 100 pour cent la troisième année. Le niveau minimal est fixé à 50 pour cent du volume de la licence pour la période de dix mois allant de janvier à octobre, ce qui donne 60 pour cent pour une période de 12 mois. Si l'on considère toutefois que c'est en novembre et décembre que la demande est la plus forte, il s'ensuit que le niveau minimal correspond en fait à un pourcentage plus élevé. Les pénalités s'appliquent quelles que soient les raisons de la non-importation. Toutes les quantités inutilisées dans les contingents tarifaires sont ajoutées à la quantité minimale d'accès et constituent un fonds de début d'année. Sous réserve de certaines licences prioritaires, ce fonds de début d'année est attribué dans l'ordre de présentation des demandes. Sont considérés comme prioritaires: i) les titulaires de licences qui ont utilisé au moins 80 pour cent de leurs licences et les nouveaux venus; et ii) les titulaires de licences qui ont utilisé entre 50 et 80 pour cent de leurs licences. Si un titulaire de licence renonce volontairement à sa licence le dernier jour ouvrable du mois d'avril, ou avant cette date, les quantités correspondantes vont constituer le fonds de milieu d'année. Ce fonds est attribué dans l'ordre de présentation des demandes sous réserve de la priorité accordée au titulaire qui a utilisé au moins 30 pour cent de sa licence à la date du 30 avril. Est considéré comme nouveau venu celui qui est négociant depuis au moins 12 mois et qui a importé le produit en question au moins une fois dans le cadre de ses activités au taux hors contingent ou au taux appliqué aux importations faites dans la limite du contingent, s'il a eu accès au fonds de milieu d'année.

Thaïlande G/AG/N/THA/24 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Brésil - A demandé des renseignements sur la méthode utilisée pour attribuer les contingents tarifaires concernant l'huile de soja et l'huile de coco.	Les contingents tarifaires sont attribués directement aux utilisateurs finals afin de réduire les frais additionnels superflus. Les contingents tarifaires pour l'huile de soja sont attribués à toute personne morale qui est membre de l'Association thaïlandaise des industries alimentaires. En ce qui concerne l'huile de coco, les contingents tarifaires sont attribués au prorata à toute personne morale ayant une exploitation qui utilise l'huile de coco comme facteur de production.

Thaïlande G/AG/N/THA/25 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie/Colombie - Pourquoi le contingent tarifaire pour l'huile de palme a-t-il été attribué à l'Association de raffinage de l'huile de palme en 1997, alors qu'auparavant, il était attribué à l'Organisation des entrepôts publics? Le contingent a-t-il été réduit?	Comme la plupart des demandeurs de licence pour le contingent tarifaire d'huile de palme étaient membres de l'Association de raffinage de l'huile de palme en 1996 et pour limiter tous frais superflus pour l'utilisateur final, 20 000 tonnes d'huile de palme ont été attribuées directement à l'Association dont les membres sont des utilisateurs directs. Le contingent tarifaire a été ramené à 20 000 tonnes compte tenu de la demande et de la production intérieures. Toutefois, cette quantité représentait plus de 300 pour cent du contingent tarifaire consolidé dans la Liste de la Thaïlande. Le taux appliqué aux importations d'huile de palme est nul, alors que le taux consolidé dans les limites du contingent est de 20 pour cent.

Notifications selon le tableau MA:2

Canada G/AG/N/CAN/16 Utilisation du contingent tarifaire (tableau MA:2)				
Points soulevés par d'autres Membres		Réponse du Membre présentant la notification		
Argentine/Communautés européennes - Pourquoi les contingents tarifaires pour le froment, l'orge et les produits d'orge n'ont-ils pas été entièrement utilisés?		Les contingents tarifaires pour le froment, l'orge et les produits d'orge n'ont pas été entièrement utilisés en raison de la compétitivité des céréales canadiennes sur le marché canadien. Les contingents tarifaires sont administrés dans l'ordre de présentation des demandes. Le taux d'utilisation des contingents tarifaires pour le froment (74 pour cent) a augmenté en 1996/97 en raison de la baisse de qualité de la récolte canadienne cette année-là. Le taux d'utilisation pour l'orge a été de 6,8 pour cent. En ce qui concerne les produits d'orge, le faible taux d'utilisation (70-75 pour cent) s'explique par l'absence de demandes d'importation. Les produits importés sont essentiellement des malts spéciaux et extraits de malt utilisés dans la brasserie et la transformation alimentaire.		
Australie - Est-ce que les importations dans la limite du contingent qui sont notifiées représentent le total des importations?		Les importations totales ont été supérieures aux importations effectuées dans la limite des contingents.		
Communautés européennes - Ont demandé des éclaircissements concernant la position tarifaire 2309.90.38 du SH "préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux, autres, dans les limites de l'engagement d'accès" mentionnée dans la Liste V du Canada, Partie I, section I-A. A quel contingent tarifaire cette position est-elle attribuée?		Aucun contingent tarifaire n'a été établi pour ce produit indiqué dans la Liste V du Canada, Partie I, section I-B.		
Japon - A demandé des éclaircissements concernant la note de bas de page 1 indiquant que le dénombrement des importations intracontingent pour le beurre, la crème et le lactosérum sec est basé sur les licences délivrées par la Direction générale des contrôles à l'importation (DGCEI). Pourquoi cette dernière n'a-t-elle pas utilisé les importations effectives faites pendant cette période? Les importations effectives sont-elles sensiblement inférieures aux importations intracontingent notifiées dans la colonne 4?		Les données concernant les importations fournies par Statistique Canada ne donnent peut-être pas un dénombrement exact, par exemple lorsque l'on applique des coefficients de conversion ou lorsque le produit a une définition différente de celle du Système harmonisé. Comme le fait de ne pas utiliser un pourcentage élevé du contingent attribué entraîne des pénalités, les importations effectives sont généralement très proches des importations notifiées dans la colonne 4.		
Suisse - Est-ce que la quantité indiquée pour le contingent tarifaire et les importations intracontingent comprennent les échanges préférentiels (accords régionaux et Système généralisé de préférences)?		La quantité indiquée dans la liste pour les contingents tarifaires et les importations notifiées comprennent les échanges préférentiels.		
Suisse - Y a-t-il des importations au titre d'accords/arrangements commerciaux préférentiels pendant la campagne de commercialisation 1996/97? Dans l'affirmative, quelles sont les quantités importées et en provenance de quels pays? Ces pays ont-ils accès au contingent tarifaire au début de la campagne de commercialisation?		Les importations notifiées au titre des sept contingents tarifaires comprennent les échanges préférentiels ci-après:		
		Produit	Pays	Quantité (tonnes)
		Froment	Etats-Unis	114 118
		Orge	Etats-Unis	18 577
		Produits de froment	Etats-Unis, Mexique	70 961
		Produits d'orge	Etats-Unis	3 586
		Lactosérum sec	Etats-Unis	3 225
		Beurre	Nouvelle-Zélande, Australie, Etats-Unis	2 234
		Tous les pays ont eu accès à ces contingents tarifaires dès le début de la campagne de commercialisation.		

Canada G/AG/N/CAN/16 Utilisation du contingent tarifaire (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Suisse - Les droits appliqués aux importations intracontingent sont-ils les mêmes que ceux appliqués aux importations préférentielles?	Les droits appliqués aux importations préférentielles sont différents des taux NPF appliqués aux autres pays, sauf dans les cas où le taux nul s'applique à toutes les importations. Selon les produits considérés, des taux préférentiels peuvent s'appliquer aux importations intracontingent en provenance des Etats-Unis, du Mexique, de l'Australie et de la Nouvelle-zélande.
Suisse - Dans l'hypothèse où le Canada offrirait des contingents tarifaires spécifiques, en plus de ses contingents NPF, attribués seulement pour des importations en régime préférentiel et dans l'hypothèse où les contingents tarifaires seraient entièrement utilisés, est-ce que les pays concernés auraient accès aux contingents tarifaires NPF inscrits dans la Liste du Canada?	Le Canada préférerait ne pas spéculer sur ce cas purement hypothétique.
Suisse - Y a-t-il des importations préférentielles dans l'Accord de libre-échange avec le Chili? Dans l'affirmative, seront-elles comptabilisées dans les contingents tarifaires?	Lorsqu'il existe des droits préférentiels, les importations de toutes provenances sont généralement comptabilisées dans les contingents tarifaires.
Communautés européennes - Le Canada appliquait-il des taux de droits préférentiels aux importations en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie pour certains produits?	Le Canada appliquait des taux de droits préférentiels aux importations en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie pour certains produits. Selon le représentant du Canada, ces préférences dataient de la Préférence impériale britannique.

Islande G/AG/N/ISL/8 Utilisation du contingent tarifaire (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Brésil - A demandé des éclaircissements touchant la faible utilisation du contingent pour un certain nombre de produits, notamment les pommes de terre, les choux, les gruaux de céréales et les graisses animales.	Pour les pommes de terre et les choux, la sous-utilisation des contingents tarifaires est imputable à l'absence de demande d'importation. Aucune restriction quantitative n'est appliquée aux importations relevant des engagements en matière d'accès courant et les droits contingentaires sont appliqués de manière saisonnière. Les importations des produits en question ont connu des fluctuations sensibles au cours des années, en fonction de la production intérieure qui est devenue plus concurrentielle, notamment grâce aux progrès des techniques de production. En ce qui concerne les produits comme les gruaux de céréales, la faiblesse des importations intracontingent s'explique entre autres par des programmes de limitation de la production dans le secteur agricole qui ont entraîné une baisse significative de la production de viande et de produits laitiers depuis la période de base, et par la faiblesse des importations de produits destinés à l'alimentation des animaux.

Islande G/AG/N/ISL/8 Utilisation du contingent tarifaire (tableau MA:2)									
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification								
Brésil - Quel est le taux appliqué aux importations de sucre et produits dérivés, d'orge, de maïs, de froment, d'huile de soja et de graisses et huiles animales ou végétales et leurs fractions, partiellement ou totalement hydrogénées, effectuées dans les limites du contingent?	<p>Ces produits ne sont soumis à aucune restriction quantitative et la demande du marché est le seul facteur déterminant les niveaux d'importation. Les droits appliqués à ces produits sont les suivants, en pourcentage:</p> <p>Sucre et sous-produits:</p> <table> <tr><td>1701</td><td>0</td></tr> <tr><td>1702</td><td>0</td></tr> <tr><td>1703</td><td>0 (sauf pour l'alimentation animale, droit de 55)</td></tr> <tr><td>1704</td><td>20 (sauf 1704.9001, droit nul)</td></tr> </table> <p>Orge 0 (sauf pour l'alimentation animale, droit de 55)</p> <p>Céréales 0 (sauf pour l'alimentation animale, droit de 55)</p> <p>Froment 0 (sauf pour l'alimentation animale, droit de 55)</p> <p>Huile de soja 0</p> <p>Graisses animales 0</p> <p>Graisses végétales 0</p>	1701	0	1702	0	1703	0 (sauf pour l'alimentation animale, droit de 55)	1704	20 (sauf 1704.9001, droit nul)
1701	0								
1702	0								
1703	0 (sauf pour l'alimentation animale, droit de 55)								
1704	20 (sauf 1704.9001, droit nul)								

Japon G/AG/N/JPN/24 Utilisation du contingent tarifaire (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Argentine/Communautés européennes/Canada - Ont demandé des éclaircissements sur la faible utilisation du contingent des produits laitiers (autres que ceux d'utilisation courante). Le Japon a-t-il pris des mesures pour étudier l'administration des contingents tarifaires pour les produits laitiers?	<p>En ce qui concerne le lait écrémé en poudre pour les déjeuners scolaires, le contingent tarifaire n'a pas été utilisé en raison d'une diminution du nombre des élèves qui a entraîné une baisse des importations. La faible utilisation du contingent pour le lait écrémé en poudre destiné à d'autres usages s'explique par la baisse du nombre des têtes de bétail et par la hausse des prix à l'importation due à la dépréciation du yen. La demande d'importation de lait concentré non sucré reste limitée car son utilisation n'est pas encore très développée. Les importations de lactosérum et de lactosérum modifié pour l'alimentation des animaux, dans la limite du contingent, restent faibles en raison de la baisse du nombre des têtes de bétail. La sous-utilisation du contingent tarifaire pour les préparations de lactosérum destinées à l'alimentation des nourrissons s'explique par la baisse du nombre des nouveaux-nés et un intérêt accru pour l'allaitement. Le contingent tarifaire inscrit dans la Liste pour le beurre et l'huile butyrique comprend des quantités destinées au trafic de perfectionnement passif (1 263 tonnes) et à la consommation sur les lignes internationales de transport maritime et de transport aérien (29 tonnes). Il n'existait pas de statistiques commerciales indiquant les quantités importées. Les faibles importations de beurre et d'huile butyrique dans la limite des contingents s'explique par un excédent de stocks de l'année précédente. En ce qui concerne le lactosérum concentré minéralisé, les utilisateurs japonais ne sont pas encore familiarisés avec son utilisation et les produits fabriqués à partir de lactosérum ne se développent que très lentement.</p> <p>La sous-utilisation de certains contingents tarifaires est imputable principalement à la baisse de la demande d'importations et non à la méthode d'administration du contingent tarifaire du Japon. Dans les cas où le montant total des demandes est inférieur à la quantité du contingent tarifaire, toutes les demandes sont en principe acceptées. En ce qui concerne l'administration effective du contingent tarifaire, le gouvernement est informé de l'utilisation effective de chaque contingent tarifaire et peut revoir, le cas échéant, les conditions et critères régissant leur attribution.</p>

Japon G/AG/N/JPN/24 Utilisation du contingent tarifaire (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Communautés européennes - Pourquoi le Japon n'a-t-il pas notifié le lait concentré non sucré (SH 0402.91) sous la rubrique du contingent tarifaire global "autres produits laitiers d'utilisation courante" comme cela est indiqué dans la Liste XXXVIII du Japon?	Le Japon a établi un contingent tarifaire indépendant pour le lait concentré non sucré. La faible utilisation de ce contingent (50 pour cent) s'explique par le fait que le lait concentré non sucré est encore peu utilisé.
Argentine - Pourquoi les contingents tarifaires des produits suivants n'ont-ils pas été utilisés: préparations de graisses comestibles, légumes à cosse secs, amidons et féculés et arachides?	La faiblesse des importations sous contingent d'amidons et de féculés utilisés comme édulcorants s'explique par leur coût plus élevé que celui des amidons et féculés de maïs produits dans le pays à partir de maïs importé. La demande d'importation d'arachides a baissé par suite de la diversification récente des habitudes alimentaires et d'une forte concurrence avec les autres graines et fruits oléagineux. En ce qui concerne les préparations de graisses comestibles et les légumes à cosse secs, les contingents tarifaires ont été presque entièrement utilisés.
Argentine - Quel est le droit de douane appliqué aux importations hors contingent?	Les droits contingentaires s'appliquent à toutes les importations notifiées.

Corée G/AG/N/KOR/12 Utilisation du contingent tarifaire (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada - A demandé des éclaircissements touchant le contingent tarifaire pour le ginseng. Pourquoi l'utilisation de ce contingent est-elle si faible? Sous quelle forme le ginseng a-t-il été importé en 1995 et 1996?	En 1995, la Corée a importé la totalité du contingent tarifaire, soit 34,1 tonnes de ginseng. Bien que le contingent tarifaire entier ait été attribué au moyen d'une procédure d'un appel d'offres ouverte en 1996, les importations ont été arrêtées à la douane en raison de résidus de pesticides. Le ginseng a été importé sous forme de racines en 1995 et 1996.
Communautés européennes - Ont noté que les contingents tarifaires pour la viande de porc, la viande de volaille et le jus d'orange sont mis en oeuvre sur une période triennale (1995-1997) d'après la Liste LX de la Corée. Comment la Corée met-elle en oeuvre ces contingents tarifaires? Quelles seront les quantités ouvertes au titre de ces contingents tarifaires en 1997?	Les contingents tarifaires pour la viande porcine, la viande de volaille et le jus d'orange sont venus à expiration le 30 juin 1997, comme il est indiqué dans la Liste de la Corée. La libéralisation complète des importations de ces produits est intervenue le 1er juillet 1997 et, comme il est indiqué dans la notification G/AG/N/KOR/11, des taux de droits NPF leur sont appliqués.
Communautés européennes - Pourquoi les contingents tarifaires n'ont-ils pas été utilisés pour les produits suivants: lait entier en poudre (SH 0402.21/29), lait concentré (SH 0402.91/99) et pommes de terre (SH 0701.10/90)?	La faible demande d'importation de lait concentré et de lait entier en poudre s'explique par l'accroissement des importations de mélanges de poudre de lait assujetties à des droits faibles. La faiblesse des importations de pommes de terre dans les limites du contingent s'explique par l'écart modique entre les prix intérieurs et les prix du marché mondial.
Etats-Unis - Ont noté qu'il y avait un certain nombre d'incompatibilités entre la quantité notifiée pour le contingent tarifaire dans le tableau MA:2 et les engagements. La Corée pourrait-elle expliquer ces différences, en particulier pour le poulet et les oranges fraîches.	
Etats-Unis - Pourquoi le contingent tarifaire pour le jus d'orange n'est-il pas utilisé?	La sous-utilisation du contingent tarifaire pour le jus d'orange (76 pour cent) est imputable à l'absence de demande de jus d'orange importé alors que la consommation d'autres jus de fruits a augmenté.

Norvège G/AG/N/NOR/14 et 15 Utilisation du contingent tarifaire (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Nouvelle-Zélande - A demandé des éclaircissements sur la faible utilisation du contingent tarifaire étant donné que la plupart des contingents tarifaires en matière d'accès courant sont soumis à un régime fondé exclusivement sur les droits, en particulier pour le lait écrémé en poudre, le beurre, les autres froments, gruaux et semoules de maïs, céréales d'orge.	Le niveau des importations dans les limites du contingent pour chaque produit doit être analysé à la lumière des importations totales des produits de la même sorte. Par exemple, les importations de lait et de produits laitiers (chapitre 4) n'étaient pas faibles si on les comparait à l'engagement en matière d'accès, encore que l'utilisation du contingent soit différente pour chaque produit. Les importations de froment, de maïs et d'orge devaient être comparées aux importations totales de céréales et produits de la minoterie (chapitres 10 et 11). Ces différences s'expliquent par le fait que certains produits sont plus attractifs que d'autres sur le marché international et sur le marché norvégien. Avec le régime d'importation actuel, aucune mesure ou procédure officielle n'empêche quiconque d'importer l'un des produits en question.

Philippines G/AG/N/PHL/8 Utilisation du contingent tarifaire (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie/Japon - Les niveaux d'importation notifiés représentent-ils les engagements en matière de contingents tarifaires ou le niveau total des importations pour les produits suivants: chevaux, bovins, pommes de terre, sucre, maïs et riz?	Les niveaux d'importation notifiés correspondent aux engagements en matière de contingents tarifaires pour ces produits.
Brésil/Communautés européennes/Japon - Pourquoi le contingent tarifaire pour la viande de volaille (SH 0207) n'a-t-il pas été utilisé?	La surabondance de viande de volaille en 1995 et en 1996 due à l'accroissement de la capacité de production locale explique la sous-utilisation du contingent tarifaire pour la viande de poulet. Le secteur de la viande porcine ayant été confronté au problème de la fièvre aphteuse, les producteurs de volaille ont fait des investissements massifs afin de s'emparer du marché de la viande de porc. Toutefois, le problème de la fièvre aphteuse a été rapidement maîtrisé et les producteurs de volaille se sont retrouvés avec des stocks excédentaires qui les ont contraint à réduire les prix. En 1995, la viande de poulet se vendait à 25 pesos le kg alors que les coûts de production atteignaient 35 pesos le kg. En 1996, le prix de gros moyen sur le marché intérieur pour un poulet entier était de 47,05 pesos le kg alors que le prix débarqué était d'environ 53 pesos le kg.
Japon/Communautés européennes - Pourquoi la quantité indiquée pour le contingent tarifaire de sucre ne correspond-elle pas au niveau de l'engagement?	Comme il est indiqué dans le procès-verbal de rectification, le contingent tarifaire pour le sucre a été ramené de 103 400 à 38 430 tonnes pendant l'année contingentaire initiale (1995), et a été ramené de 103 400 à 64 050 tonnes pour l'année contingentaire finale (2004). Cette rectification a fait l'objet d'un procès-verbal du Directeur général du GATT daté du 30 novembre 1994.
Communautés européennes - Dans les cas où les engagements de contingent tarifaire doivent être augmentés pendant la période de mise en oeuvre, comment les Philippines calculent-elles la quantité du contingent tarifaire pour 1996?	Comme il est indiqué dans les notes préliminaires de la Liste des Philippines, les contingents tarifaires doivent être fractionnés en tranches annuelles égales (commençant le 1er juillet 1995 pour se terminer le 1er juillet 2004).
Communautés européennes - Pourquoi le contingent tarifaire pour la viande de porc a-t-il été sous-utilisé?	Bien des raisons expliquent cette faible utilisation du contingent: une préférence marquée du consommateur pour la viande de porc fraîche; l'absence d'infrastructures adéquates; les difficultés techniques liées au traitement, à la vente et à la distribution de la viande de porc congelée.
Communautés européennes/Japon - Pourquoi les contingents tarifaires pour les caprins et la viande de caprin n'ont-ils pas été utilisés?	Les contingents tarifaires pour les caprins et la viande de caprin n'ont pas été utilisés faute de demande d'importations.
Communautés européennes - Ont demandé des éclaircissements sur le point de savoir s'il avait été possible d'obtenir une licence d'importation et d'importer dans les limites du contingent pendant toute la période de 1996, pour les produits suivants: volailles et caprins vivants, viande de porcins et de volailles.	Les règles régissant l'administration des contingents tarifaires ont été publiées le 1er juillet 1996. Les licences n'ont été délivrées que le 12 octobre 1996. Toutefois, des certificats d'importation provisoires au titre du volume d'accès minimum (MAVIC), qui permettaient aux importateurs d'importer des marchandises au taux de droit contingentaire, ont été délivrés à partir du 16 juillet 1996. Par conséquent, les quantités prévues dans le contingent tarifaire étaient disponibles au cours du second semestre de 1996 et il aurait été possible, si on le souhaitait, d'importer les volumes contingentaires.

Etats-Unis G/AG/N/USA/9/Add.1 Utilisation du contingent tarifaire (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Communautés européennes - Ont compris que la rectification pour le fromage de Cheddar provient du fait qu'une partie du contingent tarifaire pour ce fromage est administrée au moyen de licences et l'autre partie selon l'ordre de présentation des demandes. Les Etats-Unis ont-ils l'intention de notifier le système de l'ordre de présentation des demandes en utilisant le tableau MA:1? Y a-t-il d'autres produits pour lesquels les contingents tarifaires sont administrés sur une base différente?	Les Etats-Unis exigent des licences d'importation pour l'importation de fromage de Cheddar, sauf pour le fromage naturel fabriqué à partir de lait pasteurisé et n'ayant pas moins de neuf mois de maturation, contingent attribué au Canada. L'importation de fromage de Cheddar du Canada se fait dans l'ordre de présentation des demandes. L'attribution de ce contingent remonte à 1967, et a fait l'objet de la Proclamation présidentielle n° 3790 du 30 juin 1967. Le babeurre et le lactosérum séchés font l'objet de deux contingents tarifaires séparés. Le contingent tarifaire global est administré dans l'ordre de présentation des demandes et les contingents tarifaires attribués au Canada et à la Nouvelle-Zélande sont administrés au moyen de licences d'importation. Les Etats-Unis présenteront une notification révisée du tableau MA:1 dans laquelle figureront les différents types d'administration des contingents tarifaires.

Venezuela G/AG/N/VEN/10 Utilisation du contingent tarifaire (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Communautés européennes - Quels étaient les taux appliqués aux importations en 1995 et en 1996?	En 1995 et en 1996, les importations de produits agricoles n'ont fait l'objet d'aucune restriction quantitative. Les importations effectuées dans la limite du contingent et hors contingent étaient assujetties aux mêmes droits, qui étaient inférieurs aux taux contingentaires consolidés.

Notifications selon les tableaux MA:3 à MA:5

Canada G/AG/N/CAN/15 Utilisation de la clause de sauvegarde spéciale (tableau MA:5)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Communautés européennes - Le Canada pourrait-il confirmer qu'aucune mesure de sauvegarde spéciale n'a été prise en 1996?	Le Canada a confirmé qu'aucune mesure de sauvegarde spéciale n'a été prise en 1996.

Japon G/AG/N/JPN/22 Utilisation de la clause de sauvegarde spéciale (tableau MA:5)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Communautés européennes - Les importations d'inuline effectuées pendant la présente période (18,4 tonnes) faisaient-elles partie du contingent tarifaire?	Toutes les importations ont été effectuées dans les limites du contingent tarifaire. Le droit additionnel s'applique seulement aux importations hors contingent.
Pologne - A demandé des éclaircissements sur la période utilisée pour calculer les importations pendant les trois années précédentes et le volume des importations pendant l'année en cours.	Le Japon s'est engagé à répondre lorsqu'il aurait reçu les questions par écrit.
Pologne - Comment le Japon a-t-il subdivisé le contingent tarifaire global "amidon et féculs, inulines et autres préparations" afin d'assurer un accès au marché pour l'inuline?	Le Japon s'est engagé à répondre lorsqu'il aurait reçu les questions par écrit.
Pologne - Pourquoi l'inuline ne figurait-elle pas dans la notification pour 1995?	Le Japon s'est engagé à répondre lorsqu'il aurait reçu les questions par écrit.

Corée G/AG/N/KOR/13 Utilisation de la clause de sauvegarde spéciale (tableau MA:5)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Communautés européennes - La Corée pourrait-elle confirmer que la "Liste tarifaire d'urgence spéciale" pour 1996 concerne l'application de la clause de sauvegarde spéciale? Dans l'affirmative, des droits additionnels ont-ils été appliqués en 1996 à tous les produits figurant dans cette liste? La clause de sauvegarde spéciale a-t-elle été appliquée aux importations effectuées en 1996 dans la limite du contingent?	La "Liste tarifaire d'urgence spéciale" concerne l'application de la clause de sauvegarde spéciale. Afin d'améliorer la transparence pour les importateurs et les exportateurs, la "Liste tarifaire d'urgence spéciale" fait l'objet chaque année d'un décret du Premier Ministre. Le mécanisme de la clause de sauvegarde spéciale s'appliquera seulement lorsque les conditions de l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture seront réunies. Comme cela est notifié dans le document G/AG/N/KOR/13, la clause de sauvegarde spéciale a été invoquée pour cinq produits en 1996, alors que 61 produits figurent dans la "Liste tarifaire d'urgence spéciale". Des droits additionnels ont été appliqués aux importations hors contingent.

Notifications selon le tableau DS:1

Argentine G/AG/N/ARG/4 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Communautés européennes - Ont demandé des éclaircissements touchant la demande de l'Argentine visant à rectifier les engagements indiqués pendant la période de base.	Lorsque l'Argentine a établi ses tableaux explicatifs touchant les engagements en matière de soutien interne, le soutien des prix pour le tabac a été comparé à la valeur totale de la production agricole. Le soutien qui en résultait était inférieur au niveau <i>de minimis</i> et, de ce fait, n'entrait pas dans le cadre de l'engagement de réduction. En établissant la notification pour 1995/96, l'Argentine a découvert cette erreur et a, par conséquent, demandé une rectification technique des engagements indiqués dans sa Liste (G/AG/AGST/ARG, pages 3 et 4).

Australie G/AG/N/AUS/14 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Colombie - A demandé des éclaircissements touchant le "Programme d'infrastructure destiné à l'industrie sucrière mentionné dans le tableau explicatif DS:1, page 5. Quelle est l'étendue et la forme du soutien fourni?	En vertu de ce programme, les gouvernements des Etats et des territoires accordent un soutien aux industries sucrières situées dans le Queensland et dans la Nouvelle-Galles du Sud. Ces mesures font partie de l'ensemble de mesures relatives à l'industrie sucrière annoncées en 1993 et visent à assurer la croissance de l'industrie sucrière. Les dépenses de l'Etat, qui se chiffrent à 40 millions de dollars australiens (20 millions de dollars australiens du gouvernement fédéral et 20 millions du gouvernement sous-fédéral) se répartissent comme suit: 38 millions de dollars australiens pour le Queensland et 2 millions pour la Nouvelle-Galles du Sud. Le programme comprend des projets d'infrastructure dans les domaines du transport (construction de nouveaux systèmes de transport de canne à sucre), l'irrigation (construction de barrages, retenues et canaux) et drainage (construction d'importants réseaux de drainage). Les subventions sont accordées seulement aux projets qui ont été approuvés par les Ministres en fonction de certains critères tels que les considérations relatives à l'environnement. Vu la nature des installations, ce sont les producteurs de sucre qui bénéficient des programmes et non les autres producteurs de la région.
Philippines - Ont demandé des renseignements touchant les "Services de commercialisation et de promotion pour les produits horticoles" et les "Services de commercialisation et de promotion" fournis à la Tasmanie et à l'Australie occidentale qui sont mentionnés dans le tableau explicatif DS:1, pages 5 et 8.	Le programme de promotion des produits horticoles australiens et d'études de marché était une contribution à la société australienne d'horticulture, Australian Horticulture Corporation (AHC). Cette société, créée en 1988, a pour vocation i) d'aider l'horticulture à réaliser tout son potentiel sur le marché extérieur, et ii) d'aider au développement de l'horticulture grâce à des activités de promotion et de commercialisation. Le financement a été fourni par l'Etat et, depuis 1997/98, la société AHC est entièrement financée à partir de redevances prélevées auprès des branches de production suivantes: poires et pommes, oranges, pépinières, fruits frais à noyau, avocats, châtaignes, noix de macadamia et raisins secs.

Australie G/AG/N/AUS/14 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Afrique du Sud/Philippines/ Nouvelle-Zélande - Ont demandé des renseignements sur le soutien accordé au titre de la rubrique i) l'aide à l'ajustement des structures au moyen d'aides à l'investissement fournies par l'Etat et le gouvernement du Queensland (page 11). Quels sont les objectifs et la nature de ces programmes? Qui peut prétendre à la subvention?	Le "programme d'ajustement rural" est destiné à venir en aide aux agriculteurs dont l'exploitation est viable à long terme. Les critères d'admission au bénéfice du programme d'ajustement rural sont indiqués dans la notification (page 11). Le gouvernement du Queensland accorde des prêts aux entreprises qui sont rentables à long terme et des incitations aux producteurs de produits primaires ayant peu de perspectives d'avenir afin qu'ils cessent l'agriculture.
Communautés européennes - Quelles sont les mesures appliquées au titre du programme de protection de l'environnement ayant pour but l'"établissement d'un cadre écologiquement viable pour la gestion des ressources en sols et en eau", mentionné dans le tableau explicatif DS:1 à la rubrique j) (page 12)?	Les programmes de protection de l'environnement mis en place par l'Etat de Victoria comportent les mesures suivantes: i) le soutien à la vulgarisation pour la préservation des sols et une agriculture durable, ii) le programme de reboisement de Victoria comportant la remise en végétation, les incitations à la protection des sols pour lutter contre l'érosion, les végétaux et animaux parasites et iii) la gestion de la salinité.
Communautés européennes - Quelles sont les mesures envisagées au titre du "Programme d'ajustement rural (au niveau régional)" mentionné dans le tableau explicatif DS:1 à la rubrique k) (page 13)? Ces mesures sont-elles liées à la production ou à l'exploitant?	Ces programmes visent à améliorer la situation dans certaines zones par des mesures d'ajustement des structures telles que les incitations à cesser l'activité agricole, le remembrement des propriétés et l'amélioration de la productivité dans les régions rurales en proie à de graves problèmes économiques, sociaux et environnementaux.

Australie G/AG/N/AUS/14 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Communautés européennes - Ont demandé des éclaircissements sur le calcul de la MGS par produit pour le lait qui est mentionnée dans le tableau explicatif DS:7. Selon quels critères ces prélèvements sont-ils opérés? Que signifient les expressions "rabais pour les transformateurs situés en aval" et "passif éventuel correspondant au prélèvement payé sur les stocks destinés à l'exportation" dans le tableau 2 de l'annexe (page 16)?	<p>Les taux des prélèvements opérés sur le lait destiné à la fabrication et le lait destiné à la consommation sont fixés en cents par kg de matières grasses et de protéines du lait de la manière suivante: i) en ce qui concerne le lait pour la transformation, le prélèvement payé par les fabricants est fixé chaque année par des règlements du Gouverneur général, pris sur avis du Bureau australien de l'économie agricole et des ressources (ABARE). Ce dernier, dans ses recommandations, doit veiller à ce que les prélèvements pour les transformateurs n'engendrent pas une assistance supérieure aux niveaux maximum d'assistance spécifiés dans la législation; ii) en ce qui concerne le lait destiné à la consommation, le prélèvement qui est payé par les producteurs est fixé par des règlements du Gouverneur général pris sur recommandation de la branche de production laitière. Ce prélèvement est resté inchangé depuis le 1er juillet 1993.</p> <p>Le prélèvement acquitté sur le lait qui est ensuite exporté entraîne une réduction du montant dû au titre du prélèvement pour les fabricants ou un rabais à valoir pour les transformateurs situés en aval. Lorsque les fabricants exportent des produits laitiers, leur prélèvement brut mensuel de transformation est réduit du montant correspondant au prélèvement opéré sur le lait qui est utilisé pour fabriquer les produits laitiers exportés au cours du mois. Il y a des cas où les transformateurs en aval exportent des produits laitiers ou des produits transformés contenant des produits laitiers achetés sur le marché intérieur pour lesquels le prélèvement sur le lait de transformation a été acquitté. Comme l'exportation se fait aux prix mondiaux et sans aucune subvention, la législation prévoit que les personnes qui exportent des produits contenant des produits laitiers sur lesquels des prélèvements ont été opérés (par exemple, des produits laitiers achetés sur le marché intérieur) ont droit à un rabais au titre du prélèvement déjà acquitté sur ce produit laitier, afin de ne pas être désavantagées sur les marchés mondiaux. Ce rabais est calculé au taux du prélèvement perçu sur le lait de transformation au moment de l'exportation. Cette situation concerne environ 7 pour cent du lait de transformation exporté sous forme de produits laitiers ou de produits transformés contenant des produits laitiers sur lesquels le prélèvement a été acquitté, mais qui sont ensuite exportés. Le "passif éventuel" est dû au décalage dans le temps entre le recouvrement du prélèvement sur le lait de transformation et la réduction du montant dû au titre du prélèvement sur le lait contenu dans les produits laitiers exportés. Le prélèvement acquitté sur le lait utilisé pour fabriquer les produits laitiers est perçu pendant l'année concernée, mais la réduction des montants dus au titre du prélèvement qui s'applique aux produits laitiers stockés en vue d'être exportés n'interviendra pas avant l'exportation du produit, c'est-à-dire généralement l'année suivante. Une fois que le produit laitier est exporté, le fabricant peut demander la réduction du montant correspondant au prélèvement. En 1996/97, un passif négatif a été enregistré à cause du niveau élevé des versements effectués dans le cadre du soutien interne en liaison avec les recettes escomptées au titre du prélèvement, ce qui résultait du fait que les stocks étaient plus élevés que prévu au 30 juin 1996. Ces stocks ont été exportés, d'où une réduction des montants dus au titre du prélèvement pour les fabricants. Cela a été corrigé pour 1997/98 par une baisse du montant des versements de 22 pour cent, de manière à dégager un excédent au 30 juin 1998.</p>

Brésil G/AG/N/BRA/6/Rev.1 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie - A demandé des renseignements touchant l'aide à l'ajustement des structures et les aides à l'investissement au titre de la réforme agraire mentionnée dans le tableau explicatif DS:1 (rubrique viii), page 4). Les versements sont-ils liés à la production? Qui a droit à la subvention?	"L'aide à l'ajustement des structures et les aides à l'investissement" visent à favoriser l'établissement et la subsistance des familles implantées sur des terres et à restructurer leur production. Des crédits (77 millions de dollars EU) sont accordés aux familles qui sont comprises dans le Projet d'implantation de l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire (INCRA). Ce soutien est lié à la réforme agraire, et n'a pas de lien avec une forme quelconque de production.
Communautés européennes - Ont demandé des éclaircissements touchant la mesure de la catégorie verte intitulée "détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire" mentionnée dans le tableau explicatif DS:1 (page 5). En quoi cette mesure répond-elle aux critères énoncés à l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture?	Des stocks publics ont été constitués à des fins de sécurité alimentaire au moyen d'achats effectués par le Gouvernement fédéral. Le coût des stocks comprend i) le prix d'acquisition (prix minimum) plus ii) les frais de stockage et frais financiers qui dépendent des taux d'intérêt en vigueur. Les taux d'intérêt élevés ont entraîné une hausse des frais financiers et, lorsque le stock a été écoulé par vente aux enchères, sa valeur comptable était supérieure au prix du marché. La différence entre le coût du stock et sa valeur sur le marché intérieur correspond à la rubrique "formation et détention de stocks" et à l'explication donnée en note de bas de page 5 du paragraphe 3 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture. Cela ne signifie pas que tous les stocks soient vendus à des prix inférieurs aux prix pratiqués sur le marché.
Communautés européennes - En quoi l'aide alimentaire intérieure mentionnée dans le tableau explicatif DS:1 (page 5) répond-elle aux critères énoncés au paragraphe 4 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture?	La plupart des produits de première nécessité distribués dans le cadre du "Programme de distribution alimentaire d'urgence" (PRODEA) proviennent des stocks publics constitués par le Gouvernement fédéral. Ce programme vise à i) répondre aux besoins alimentaires de la population frappée par une longue sécheresse et ii) venir en aide aux communautés sans terre et aux communautés autochtones. Les achats de produits alimentaires effectués par le programme PRODEA pour les groupes à faible revenu sont conformes au paragraphe 4 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture, compte tenu notamment de la note de bas de page n° 6.
Canada - A noté que le soutien des prix du marché pour le blé avait baissé parce que la production visée notifiée était tombée de 1 524 000 à 402 000 tonnes (tableau explicatif DS:5, page 8). Comment le Brésil explique-t-il cette révision à la baisse? A demandé des éclaircissements sur le point de savoir pourquoi la production visée est si différente des chiffres de la production totale fournie au Canada pour le blé, le riz, le maïs et les fèves de soja?	Lorsque le Brésil a notifié ses engagements en matière de soutien interne en septembre 1996, il a utilisé la production totale de blé car la quantité de blé soumise à la politique des prix n'était pas connue à l'époque. Toutefois, en raison de contraintes budgétaires, seuls les producteurs qui avaient accès à un crédit à la production avaient droit au bénéfice du prix minimum garanti. Les chiffres de la production visée ont été révisés à la baisse pour le blé et d'autres produits afin de tenir compte de la situation réelle.

Brésil G/AG/N/BRA/6/Rev.1 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie/Canada/Communautés européennes/Nouvelle-Zélande - Le Brésil pourrait-il confirmer que la MGS par produits et la MGS autre que par produits mentionnées dans les tableaux explicatifs DS:7 et DS:9 (pages 9 à 12) sont dans les limites du niveau <i>de minimis</i> ? Le Brésil pourrait-il indiquer les valeurs totales de la production pour les produits en question?	La MGS par produits et la MGS autre que par produits ne dépassaient pas le niveau <i>de minimis</i> de 10 pour cent pour les pays en développement (voir document joint).
Canada - Le Brésil pourrait-il expliquer pourquoi le "programme de péréquation EGF" (qui s'appliquait auparavant au coton, au maïs, au riz et aux fèves de soja) a été supprimé dans la notification révisée?	Le "programme de péréquation EGF" a été supprimé dans la notification révisée pour des raisons de conformité à la stricte interprétation de l'Accord sur l'agriculture, qui définit le soutien aux producteurs comme étant le "soutien interne en faveur des producteurs agricoles". Comme le soutien fourni au moyen du "programme de péréquation EGF" intervient lorsque le producteur emprunte au gouvernement, sa production étant évaluée au prix minimum, il ne représente pas une dépense destinée aux producteurs.
Communautés européennes - Est-ce que "l'impôt sur le revenu sacrifié" mentionné dans la Liste du Brésil a été supprimé en 1995?	La mesure concernant "l'impôt sur le revenu sacrifié" figurant dans la Liste du Brésil a été supprimée à la fin des années 80.

Canada G/AG/N/CAN/17 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie - A demandé des éclaircissements sur le point de savoir si la mesure intitulée "autres services de caractère général" mentionnée dans le tableau explicatif DS:1 (page 4) est une nouvelle mesure de la catégorie verte. Quelle est la nature du soutien fourni par l'Agriculture Service Board en Alberta? Est-ce que le soutien relevant du programme "Alberta Farm Income Disaster" est toujours fourni?	Les Agriculture Service Boards, qui existent dans toute la province de l'Alberta, fournissent une infrastructure pour la mise en oeuvre de programmes de lutte contre les adventices, les maladies et les parasites, de conservation des sols et des eaux et pour permettre d'administrer les programmes au niveau local. Les dépenses qui s'y rapportent figurent sous la rubrique "services d'infrastructure" dans les tableaux AGST. Comme ces mesures se recoupaient avec les sous-catégories du paragraphe 2 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture, le Canada les a notifiées sous la rubrique "autres services de caractère général". Les versements effectués au titre du programme "Alberta Farm Income Disaster" figureront dans la notification concernant le soutien interne pour 1996.
Australie - Le Canada pourrait-il confirmer qu'il n'y a pas eu de soutien des prix du marché (SPM) pour le blé et le blé dur?	Le soutien des prix du marché pour le blé et le blé dur a pris fin le 1er août 1988. Le Canada a confirmé qu'il n'y avait pas eu de soutien des prix du marché pour ces produits en 1995.

Canada G/AG/N/CAN/17 Soutien interne (Tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie - A demandé des renseignements concernant "l'aide pour la mise en commun des frais de transport" mentionnée dans le tableau DS:6 (page 9). S'agit-il d'un programme modifié?	Le programme d'aide pour la mise en commun des frais de transport a remplacé la Loi sur le transport du grain de l'Ouest (LTGO) à compter du 1er août 1995. Le Fonds d'ajustement pour le transport du grain de l'Ouest (WGTAFF) vise à aider le secteur agricole de la Prairie à profiter des possibilités offertes par la réforme des transports. Dans la phase I du programme, les producteurs de blé et d'orge du Manitoba et de la Saskatchewan orientale ont reçu un versement de 45 millions de dollars canadiens, dont une fraction de 20 millions de dollars est notifiée pour 1995. Le programme d'aide pour la mise en commun des frais de transport, qui a été supprimé, était différent du "soutien au revenu par une compensation partielle des hausses des tarifs de transport" indiqué dans les tableaux AGST.
Australie - Quelle est la différence entre le "programme d'aide au transport des céréales fourragères" et le "fonds de rajustement de l'aide au transport des céréales fourragères" qui sont mentionnés dans le tableau explicatif DS:9 (pages 17 et 18).	Le Budget fédéral a mis fin au programme "d'aide au transport des céréales fourragères" à compter du 31 décembre 1995 et a mis en place le "fonds de rajustement de l'aide au transport des céréales fourragères". Ce dernier est une mesure transitoire destinée à faciliter l'adaptation de l'élevage, dans les régions déficitaires en céréales fourragères, à un nouvel environnement économique sans les subventions d'aide au transport des céréales fourragères. Ce soutien a été fourni à sept provinces et deux territoires où les organisations agricoles provinciales sont chargées de distribuer les fonds, soit sous forme de versements directs aux producteurs, soit en créant des fonds de développement. Les formules de paiement varient selon la province et parfois selon le groupe de producteurs. Le montant de 20 millions de dollars canadiens notifié dans la notification du soutien interne pour 1995 représente les versements effectués pendant l'exercice financier 1995/96.
Nouvelle-Zélande - Le Canada pourrait-il fournir de plus amples détails sur les programmes individuels indiqués sous la rubrique a) iii) services d'infrastructure concernant le "rétablissement agricole des Prairies" et "les projets d'irrigation et d'écoulement" dans le tableau explicatif DS:1 (page 3)?	Répondra par écrit.
Communautés européennes - Ont demandé des éclaircissements touchant le programme de Régime d'assurance-revenu brut (RARB) indiqué dans le tableau explicatif DS:6. S'agit-il d'un nouveau programme?	Le Régime d'assurance-revenu brut (RARB) n'est pas un nouveau programme. Le plan national d'assurance-revenu brut a été mis en place en 1991 et a pris fin le 31 mars 1996. On trouve des renseignements sur ce programme dans le document G/SCM/N/25/CAN.

Colombie G/AG/N/COL/6 et 7 Soutien interne (Tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada/Nouvelle-Zélande/Etats-Unis - Ont demandé des renseignements touchant "l'aide à l'ajustement des structures fournies au moyen d'aides à l'investissement" mentionnée dans le tableau explicatif DS:1 (page 3 du document G/AG/N/COL/6 et page 3 du document G/AG/N/COL/7). Comment ce programme satisfait-il aux critères énoncés au paragraphe 11 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture? Pourquoi le niveau du soutien est-il passé de 81 millions de dollars EU en 1995 à 321 millions de dollars EU en 1996? Qui administre le programme et comment fonctionne-t-il? La Colombie pourrait-elle donner une ventilation des dépenses mesure par mesure?	Ces mesures font partie du programme de réforme agraire et visent à i) refinancer les dettes des petits producteurs qui n'ont pas pu honorer leurs obligations en raison du processus de libéralisation, de facteurs climatiques et de la chute des prix internationaux, et ii) accorder des subventions directes pour l'acquisition de terres. Ce soutien n'est pas lié au type ou au volume de la production, ni au prix d'un produit à la production, et il est par conséquent conforme au paragraphe 11 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture. L'augmentation s'explique par un soutien accru au refinancement des dettes des agriculteurs et à l'achat de terres par le biais du programme de réforme agraire.
Etats-Unis - Ont demandé des éclaircissements touchant la "promotion du développement de circuits de commercialisation de produits agricoles (page 4). Est-ce que l'IDEMA applique le programme d'infrastructures de commercialisation dans les zones rurales reculées? S'agit-il du seul programme de développement d'infrastructures de commercialisation rurales?	Par le biais du programme "Fondo Emprender", l'IDEMA encourage le développement de circuits de commercialisation. Le gouvernement est en train d'instituer un nouvel organe qui sera chargé d'exécuter ce programme, qui est le seul programme de soutien aux infrastructures de commercialisation rurales.
Canada - A demandé des éclaircissements sur le point de savoir si les chiffres de la production mentionnés dans le tableau explicatif DS:5 concernent la production totale ou la production achetée par l'Office de commercialisation des produits agricoles (IDEMA) (page 5).	Les chiffres en question concernent la production achetée par l'IDEMA.
Canada/Communautés européennes/Etats-Unis - Ont demandé des renseignements concernant les programmes intitulés "réduction spécifique des droits de douane" et "compensation" qui sont mentionnés dans le tableau explicatif DS:6 (COL/6, page 6). Comment cette subvention est-elle accordée aux producteurs? Est-ce que "la réduction spécifique des droits de douane" n'est plus accordée en 1996?	La "réduction spécifique des droits de douane" était appliquée aux importations afin de couvrir la différence entre le prix intérieur et le prix d'achat. Elle a été utilisée en 1995 pour le sorgho, l'orge et le blé. Elle n'a pas été utilisée en 1996. Le "programme de compensation" est un mécanisme appliqué en cas de pertes résultant de conditions défavorables. Il s'agit d'un versement accordé pour combler la différence entre le prix de vente et le prix fixé par le Ministère de l'agriculture.
Etats-Unis - La Colombie a-t-elle accordé un soutien autre que par produit en 1995 et 1996? La Colombie a-t-elle utilisé la clause <i>de minimis</i> ? Dans l'affirmative, pour quels produits?	La Colombie n'a pas accordé de soutien MGS autre que par produit en 1995 et en 1996.
Communautés européennes/Etats-Unis - Que faut-il entendre par le "crédit (CR)" figurant dans le tableau explicatif DS:7 (pages 7 et 8)? Y a-t-il un lien entre cette mesure et les dépenses de la catégorie verte indiquées sous la rubrique "crédit agricole pour petits producteurs" figurant dans le tableau explicatif DS:1 (page 3)?	Les dépenses de la catégorie verte relevant du "crédit agricole pour petits producteurs" existent à des fins d'ajustement structurel et, par conséquent, ne dureront que pendant la période nécessaire à l'ajustement, alors que le "crédit" dont il est question dans le tableau explicatif DS:7 est un crédit par produit.

Islande G/AG/N/ISL/9 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Etats-Unis - Ont demandé des renseignements touchant la nature et l'étendue du soutien indiqué sous la rubrique a) Services de caractère général dans le tableau explicatif DS:1 (page 3). En quoi chaque mesure répond-elle aux critères énoncés à l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture?	Ces mesures sont destinées à fournir des services ou des avantages à l'agriculture ou à la communauté rurale et n'impliquent pas de transferts de la part du consommateur ni de versements directs aux producteurs ou aux transformateurs. Elles sont conformes aux paragraphes 1 et 2 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture pour les raisons suivantes: i) les mesures de "recherche, conseil et formation" comportent des versements aux instituts de la recherche agricole et à la Société d'agriculture (paragraphe 2, alinéas a), c) et d) de l'Annexe 2); ii) les mesures de "contrôle vétérinaire, lutte contre les parasites et les maladies" consistent en versements au médecin vétérinaire en chef (paragraphe 2, alinéas b) et e) de l'Annexe 2); iii) les "services de commercialisation et de promotion" sont des versements destinés entre autres à la production biologique (paragraphe 2, alinéa f) de l'Annexe 2); iv) au titre du "programme de services d'aide", le gouvernement fournit aux producteurs de lait des services non liés à la production; et v) les versements faits au titre des "programmes de culture et d'élevage" visent à améliorer l'élevage (paragraphe 2, alinéas a) et d) de l'Annexe 2).
Nouvelle-Zélande - A demandé des renseignements touchant les versements directs aux éleveurs de moutons mentionnés sous la rubrique d) "soutien du revenu découplé" dans le tableau explicatif DS:1 (page 3). En quoi ce soutien répond-il aux critères énoncés au paragraphe 6 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture?	Les versements directs aux éleveurs de moutons sont conformes aux paragraphes 1, 5 et 6 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture. Le soutien est découplé de la production et les exploitants qui y ont droit reçoivent des versements directs fixes et non cessibles. Les éleveurs de moutons ont droit à l'intégralité des versements directs, qu'ils produisent de la viande de mouton ou non.
Nouvelle-Zélande/Etats-Unis - En quoi la mesure indiquée sous la rubrique h) "paiements fractionnés en règlement des achats massifs de viande de mouton" dans le tableau explicatif DS:1 (page 3) est-elle conforme aux critères énoncés au paragraphe 10 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture?	Le gouvernement a fait des achats massifs de viande de mouton en 1992-1993 afin de retirer des exploitations, des terres et du cheptel de la production agricole. Les versements ont été fractionnés en tranches égales et le programme va bientôt prendre fin. Ces versements sont conformes aux critères énoncés au paragraphe 10, alinéas a) à d) de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture.
Etats-Unis - Ont demandé des éclaircissements touchant le programme mentionné sous la rubrique l) "accumulation et détention de stocks de viande de mouton entre les périodes d'abattage" dans le tableau explicatif DS:1 (page 4). En quoi ce programme répond-il aux critères énoncés à l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture?	L'Islande s'est reportée à la réponse fournie à la réunion d'octobre 1996 (G/AG/R/7, page 22) et a déclaré que ce programme était conforme au paragraphe 3 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture.

Islande G/AG/N/ISL/9 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Nouvelle-Zélande - Pourquoi l'Islande a-t-elle utilisé une série de prix de référence extérieurs autre que celle de la notification du tableau DS:1 pour 1995?	Comme cela a été indiqué à la réunion de septembre 1997 (G/AG/R/12, page 37), les prix de référence extérieurs utilisés en 1996 sont fondés sur ceux du document G/AG/AGST/ISL, ajustés de manière à tenir compte de l'évolution des taux de change depuis la période de base. L'Islande a considéré que le Comité de l'agriculture devait disposer d'une base claire pour évaluer la MGS totale courante à la lumière du niveau d'engagement de l'Islande. Ce n'était pas le cas lorsque l'on prenait directement les prix de référence extérieurs utilisés dans le document AGST sans les ajuster pour tenir compte de l'inflation ou des fluctuations des taux de change. Le taux de change des DTS par rapport à la couronne islandaise a fluctué de 200 pour cent environ depuis la période de base (1986-1996). L'inflation cumulée sur la même période atteint 252 pour cent. Par erreur, cette évolution défavorable n'a pas été prise en compte dans la notification du tableau DS:1 pour 1995. La MGS totale courante se chiffrait à DTS 107,69 millions (la notification contient une erreur). Si les prix de référence extérieurs utilisés dans le document AGST avaient été repris sans ajustement, ce chiffre aurait été de DTS 121,10 millions, ce qui est encore inférieur au niveau de l'engagement en matière de MGS (DTS 151,8 millions).
Nouvelle-Zélande - Pourquoi les versements directs pour le lait mentionnés dans le tableau explicatif DS:6 (page 7) sont-ils passés de 462 millions d'ISK en 1995 à 2 579,4 millions en 1996?	La Nouvelle-Zélande n'a semble-t-il pas tenu compte du corrigendum dont la notification a fait l'objet (G/AG/N/ISL/2/Corr.1). Les versements directs aux producteurs de lait se sont chiffrés à 2 485,6 millions d'ISK en 1995 et à 2 579,4 millions d'ISK en 1996, soit une différence de 93,8 millions d'ISK seulement.
Etats-Unis - L'Islande pourrait-elle confirmer qu'elle n'a fourni aucun soutien dans le cadre des mesures de la catégorie bleue?	L'Islande n'a appliqué aucune mesure de la catégorie bleue en 1996. Toutefois, cette option reste ouverte pour l'avenir.

Corée G/AG/N/KOR/14 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada/Etats-Unis - Ont demandé des éclaircissements concernant la rubrique a) "services d'infrastructure" figurant dans le tableau explicatif DS:1 (page 3). Les mesures en question sont-elles conformes aux critères énoncés à l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture?	Il s'agit d'un programme de soutien à une partie du coût des travaux d'irrigation, de drainage, de mise en valeur des terres, de construction de routes, de mise en place d'un marché de gros et d'un réseau d'égouts dans les régions rurales. Le programme ne couvre pas les dépenses relatives aux travaux réalisés dans les exploitations ni les subventions aux intrants; par conséquent, ces mesures sont conformes aux critères énoncés à l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture.
Etats-Unis - Ont demandé des renseignements touchant la rubrique b) Détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire figurant dans le tableau explicatif DS:1 (page 3). Cette mesure vise-t-elle des céréales autres que le riz et l'orge? Pour quelle base les produits sont-ils sélectionnés pour ce programme?	Le riz et l'orge sont les seules céréales visées par ce programme et il n'existe aucun traitement préférentiel entre le riz et l'orge. Le produit est sélectionné selon les dispositions de la Loi sur la gestion des ressources pour les situations d'urgence.

Corée G/AG/N/KOR/14 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Etats-Unis - Comment "l'aide financière aux agriculteurs fortement endettés" relevant de la rubrique d) Soutien du revenu découplé, dans le tableau explicatif DS:1, est-elle fournie (page 3)?	Ce programme a été mis en place pour alléger l'endettement des agriculteurs en 1989. Le gouvernement a prolongé la période de remboursement de la dette et abaissé les taux d'intérêt pour les agriculteurs dont l'exploitation mesure moins de 2 ha. L'aide financière est fournie pour combler la différence entre le taux d'intérêt initial et le taux réduit. Il n'est pas nécessaire d'avoir une production agricole pour être admis à bénéficier de la subvention et le soutien n'est pas lié aux prix du marché. Ce programme prendra fin en 1999.
Etats-Unis - Ont demandé des renseignements sur le soutien accordé au titre du point f) Versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles figurant dans le tableau explicatif DS:1 (page 4). Quels sont les critères à remplir pour recevoir les versements en question?	Les versements sont destinés aux agriculteurs qui ont perdu plus de 30 pour cent de leur production à la suite de catastrophes. Les bénéficiaires sont déterminés en fonction de l'ampleur et du type de catastrophe, selon les dispositions de la Loi sur les catastrophes frappant l'agriculture et les pêches ainsi que dans d'autres lois pertinentes.
Canada/Etats-Unis - La Corée peut-elle spécifier les désavantages structurels clairement définis correspondant à chaque mesure relevant de la rubrique i) Aide à l'ajustement des structures fournie au moyen d'aides à l'investissement, dans le tableau explicatif DS:1 (page 4)?	Il existe trois projets majeurs sous cette rubrique qui visent à i) moderniser les machines agricoles dans les petites exploitations familiales; ii) améliorer les moyens de commercialisation dans l'exploitation pour les agriculteurs dotés de ressources limitées ou les coopératives agricoles et iii) agrandir les exploitations. Les bénéficiaires sont à l'évidence les agriculteurs ou les coopératives agricoles souffrant de désavantages structurels. Le soutien est accordé sous forme de prêts à faibles intérêts. Ces projets répondent aux critères énoncés au paragraphe 11 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture de la manière suivante: il ne s'agit pas d'un soutien par produit, il n'est pas lié au type de production, aux prix internationaux ou intérieurs, il n'oblige pas les agriculteurs à produire un produit particulier et seul le montant requis pour compenser les désavantages structurels est fourni.
Australie/Etats-Unis - Ont demandé des éclaircissements touchant la mesure indiquée sous la rubrique l) "gestion d'un fonds de gestion régulateur" dans le tableau explicatif DS:1 (page 4). En quoi ce soutien répond-il aux critères énoncés au paragraphe 11 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture?	Le fonds de gestion du stock régulateur vise à stabiliser les prix agricoles et à maintenir l'ordre sur les marchés intérieurs. Ce fonds achète des produits aux prix du marché lorsque ceux-ci sont extrêmement bas durant la saison de récolte et les écoule lorsque les prix montent hors saison. Ce soutien n'est pas destiné aux agriculteurs.
Nouvelle-Zélande - Pourquoi le niveau du soutien dans la catégorie verte a-t-il augmenté de 30 pour cent en 1996 par rapport à 1995?	La Corée a lancé le "plan global de développement rural" en 1994 afin de surmonter les désavantages dont souffrait l'agriculture et accélérer son ajustement structurel, d'où une augmentation des dépenses dans la catégorie verte.
Australie/Nouvelle-Zélande/Canada/Etats-Unis - La Corée pourrait-elle indiquer la valeur totale de la production afin de justifier la mention " <i>de minimis</i> " figurant dans la colonne 5 du tableau DS:4 (pages 6 et 7)?	Voir document joint.

Corée G/AG/N/KOR/14 Soutien interne (tableau DS:1)						
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification					
Australie/Nouvelle-Zélande - La Corée pourrait-elle confirmer qu'une nouvelle mesure de soutien des prix du marché a été introduite pour la viande de boeuf (page 8)? Quelle est la période servant à calculer le prix de référence extérieur?	La Corée a introduit un programme de soutien des prix du marché pour la viande de boeuf. Le prix de référence extérieur est fondé sur le prix moyen à l'importation au cours de la période de base 1989-91, qui est la période de base utilisée dans les tableaux AGST.					
		Unité	1989	1990	1991	Moyenne
	Prix moyen à l'importation	\$EU/kg	2,65	2,58	2,53	
	Taux de change	Won/\$EU	671,48	707,75	733,35	
	Prix de référence extérieur	Won/kg	1 784	1 828	1 858	1 823
Canada - A noté que plusieurs subventions fournies en 1996 ne sont pas signalées dans la notification, notamment le soutien à la production de viande de porc (760 millions de won), un programme de développement de la sériciculture (1 000 millions de won) et un programme d'amélioration de la commercialisation des fruits et des fleurs (2 400 millions de won). La Corée peut-elle expliquer cela?	D'une manière générale, le soutien à la production de viande porcine, le programme de développement de la sériciculture et le programme d'amélioration de la commercialisation des fruits et des fleurs sont indiqués soit dans le tableau explicatif DS:7, soit dans le tableau explicatif DS:1 sous la rubrique "services de caractère général".					
Canada - A demandé des éclaircissements touchant le "fonds de restructuration de l'espace rural et des pêcheries" qui est décrit dans le rapport de l'OCDE et a un budget de 42 milliards de won sur sept ans (source: OCDE, "Politiques agricoles des pays de l'OCDE - suivi et évaluation, 1997", page 65).	Le fonds de restructuration de l'espace rural et des pêcheries est destiné à accélérer l'ajustement structurel de l'agriculture. Ce programme prévoit des versements directs aux agriculteurs et des prêts à faible taux d'intérêt couvrant la période 1992-1998 (42 millions de millions de won). Ce soutien est compris dans les mesures de la catégorie verte sous la rubrique a) "services de caractère général" (recherche, services d'inspection et services d'infrastructure) et sous la rubrique i) "aide à l'ajustement des structures fournie au moyen d'aides à l'investissement" (tableau explicatif DS:1, pages 3 et 4).					
Communautés européennes - Les mesures de soutien pour les raisins, les vers à soie et le lait mentionnées dans le document AGST sont-elles supprimées?	Le soutien accordé aux raisins, aux vers à soie et au lait pendant la période de base a été supprimé. Toutefois, la Corée réserve le droit qui est ouvert aux Membres par l'Accord sur l'agriculture.					

Nouvelle Zélande G/AG/N/NZL/12 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie - Le programme intitulé "administration de normes de biosécurité et stratégies de lutte contre les parasites" mentionné dans le tableau explicatif DS:1 sous la rubrique a) constitue-t-il une nouvelle mesure de la catégorie verte? La Nouvelle-Zélande a-t-elle l'intention de le notifier?	Ce programme n'est pas une nouvelle mesure de la catégorie verte. Le programme autrefois intitulé "administration des stratégies de sécurité, l'assurance de la qualité et de lutte contre les parasites dans l'agriculture" dans les notifications de 1995 et de 1996 a été subdivisé, pour l'exercice financier 1996/97, en deux catégories de dépenses distinctes: i) administration des normes d'assurance de la qualité dans le secteur de l'agriculture et ii) administration des normes de biosécurité et stratégies de lutte contre les parasites.
Etats-Unis - Ont demandé des éclaircissements touchant la nature et l'étendue du "Programme de reboisement de la côte est" mentionné dans le tableau explicatif DS:1 et concernant les critères à remplir pour y participer (page 6). Que signifie la formule "reboisement à des fins commerciales"?	Ce programme a été mis en place en 1992 pour encourager le reboisement à des fins commerciales de plusieurs terrains fortement exposés à l'érosion situés dans la région de la côte est de l'Ile du Nord. Des primes sont versées à des particuliers pour qu'ils plantent dans des zones non boisées et entretiennent les arbres. Cette subvention est attribuée dans le cadre d'un système d'appel d'offres. Y ont droit les personnes qui sont propriétaires d'un terrain, ont une part sur ce terrain ou ont le droit de l'utiliser. Les dossiers de candidature doivent comporter un plan de gestion forestière qui couvre la zone à planter par tranche annuelle pour une période de trois ans maximum ainsi que le régime d'entretien qui sera appliqué. A ce jour, 36 285 ha ont reçu l'agrément pour la subvention et la superficie plantée dépasse tout juste les 12 000 ha, plantés essentiellement en pins Radiata.

Norvège G/AG/N/NOR/11 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Etats-Unis - Ont demandé des renseignements touchant le programme "consultation et promotion concernant l'élevage des petits animaux" mentionné à la rubrique 2) dans le tableau explicatif DS:1 (page 3). Comment fonctionne ce programme et qui a droit à cette subvention? En quoi ce programme répond-il aux critères énoncés au paragraphe 8 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture?	Ce programme est destiné à contenir i) les activités de consultation et de promotion et ii) les activités d'élevage en pâturage. Il s'agit de fournir des services consultatifs et un soutien aux éleveurs de moutons, de volailles et d'autres animaux afin d'améliorer les résultats. Ce fonds peut également verser une compensation pour les animaux perdus à la suite d'accidents au cours de la saison de pâturage et vise également à prévenir ces pertes. Ont droit à ce soutien les éleveurs qui font partie d'un groupe organisant des activités en coopération comme la surveillance pendant le pâturage, le regroupement des animaux après la saison de pacage et l'amélioration des zones de pâture.
Nouvelle-Zélande/Etats-Unis/Philippines - La Norvège pourrait-elle préciser la distinction qui existe entre le "soutien des prix des céréales" (col. 2) mentionné sous la rubrique "à des fins de sécurité alimentaire" dans le tableau explicatif DS:1 (page 4) et le "soutien des prix du marché" pour le blé, l'orge et l'avoine notifié dans le tableau explicatif DS:5 (page 8)? Comment la Norvège mesure-t-elle le soutien à des fins de sécurité alimentaire? En quoi ce programme répond-il aux critères énoncés au paragraphe 3 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture? Est-ce que le montant de 690,3 millions de NKr représente le soutien des prix calculé pour les céréales ou les dépenses budgétaires?	Le soutien des prix du marché pour les céréales est calculé en prenant l'écart entre les prix administrés et les prix de référence extérieurs multiplié par la production visée. La mesure de la catégorie verte correspond à la somme des paiements budgétaires effectués pour maintenir cet écart de prix (conformément au paragraphe 8 de l'Annexe 3 de l'Accord sur l'agriculture) et divers versements faits à des fins de sécurité alimentaire plus certains soutiens de la catégorie orange. La Norvège est consciente du double emploi qu'entraîne l'inclusion du soutien de la catégorie orange dans la mesure de la catégorie verte. Néanmoins, cette méthode ne diminuait pas l'ampleur de la mesure de la catégorie orange. Le montant de 690,3 millions de NKr représente les dépenses budgétaires réelles.
Etats-Unis - En quoi les mesures mentionnées sous la rubrique "versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles" dans le tableau explicatif DS:1 (page 4) répondent-elles aux critères énoncés au paragraphe 8 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture?	Ce programme est destiné à compenser la perte de récoltes due à des phénomènes climatiques ou liés au climat. Le soutien se subdivise en quatre catégories: i) compensation pour les récoltes perdues en raison de phénomènes climatiques, ii) le soutien à l'achat de fourrage secondaire si les pâturages ont été détruits, iii) un soutien en cas de destruction du pâturage pendant l'hiver, et iv) un soutien pour remplacer les arbres fruitiers détruits pendant l'hiver. Seuls les producteurs exposés à des circonstances exceptionnelles ont droit à ce soutien et les programmes couvrent seulement la destruction des récoltes destinées à l'alimentation humaine ou animale, y compris les semences et les pommes de terre de semence. Cette compensation est versée en fonction d'une évaluation individuelle de la perte et calculée sur la base d'une évaluation globale des dégâts. Les versements ont couvert 78 pour cent des pertes totales en Norvège septentrionale et 73 pour cent dans le reste du pays.

Norvège G/AG/N/NOR/11 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Etats-Unis/Philippines - Ont demandé des éclaircissements sur les programmes mentionnés sous la rubrique "programmes sociaux" dans le tableau explicatif DS:1 (page 4). Comment ces programmes fonctionnent-ils et qui a droit à ce soutien?	Le "plan de congés et de remplacement" vise à faciliter l'embauche de travailleurs agricoles par les éleveurs pour se faire remplacer pendant les vacances et les périodes de repos, ou pour se faire aider pendant la moisson. Les agriculteurs sont remboursés à concurrence d'un montant maximum calculé pour chaque exploitation. Les remboursements sont calculés sur la base d'un taux par animal, dans la limite d'un montant maximum de 40 000 NKr par exploitation et par année. Le programme "promotion et stockage pour la réglementation du marché, promotion et vente" vise à faciliter la vente des fruits et des légumes, à assurer un approvisionnement dans toutes les régions de la Norvège et à améliorer la demande de produits écologiques. Les versements sont attribués en fonction des demandes.
Etats-Unis - En quoi les programmes mentionnés dans le tableau explicatif DS:3 sous les rubriques a), b) et c) (page 6) sont-ils conformes à l'article 6:5 de l'Accord sur l'agriculture?	Les quatre programmes relèvent du système des prélèvements à la commercialisation et répondent par conséquent aux critères généraux énoncés à l'article 6:5 de l'Accord sur l'agriculture. Tous les produits agricoles sont assujettis à des prélèvements conformément à la Loi sur la réglementation du marché agricole. Les prélèvements sont fixés en fonction de la situation du marché et augmentent en cas de surproduction. Ils servent à réguler le marché et à subventionner les exportations de certains produits. Des renseignements détaillés sur ces quatre programmes peuvent être obtenus auprès du Secrétariat.
Etats-Unis - Pourquoi la Norvège a-t-elle inclus le soutien fourni aux produits agricoles transformés dans le calcul de la MGS autre que par produit (tableau explicatif DS:9, page 13)?	A la suite d'une erreur, le soutien sous forme de "péréquation des prix" n'a pas été inclus dans le calcul de la MGS durant la période de base.

Philippines G/AG/N/PHL/10 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Etats-Unis - Les Philippines pourraient-elles confirmer que le riz est le seul produit pour lequel il existe un soutien des prix? Les Philippines appliquent-elles d'autres mesures de soutien par produit ou autres que par produit?	Les Philippines ont confirmé que le riz était le seul produit ayant fait l'objet d'un soutien des prix en 1995. Les Philippines n'ont pas appliqué de mesures par produit ou autres que par produit hormis celles qui sont déjà notifiées dans le tableau explicatif DS:1.

Pologne G/AG/N/POL/12/Rev.1 et POL/13/Rev.1 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Etats-Unis - Que signifie l'expression "utilisation de la chimie dans l'agriculture et pour la protection des végétaux" dans le tableau explicatif DS:1 (page 3)?	La formule "utilisation de la chimie dans l'agriculture et pour la protection des végétaux" s'applique aux activités de surveillance et de consultation gérées par les services agricoles compétents en ce qui concerne l'emploi des engrais et la protection des végétaux.
Etats-Unis - Est-ce que le soutien par produit fourni pour le froment (blé) s'applique au froment utilisé pour l'alimentation animale (tableau explicatif DS:4, page 4)?	L'Office de commercialisation agricole n'intervient pas sur le marché des céréales secondaires et s'occupe seulement des céréales destinées à l'alimentation humaine.
Australie - Pourquoi la Pologne n'a-t-elle pas utilisé les prix de référence extérieurs figurant dans son document AGST pour le lait et la viande de porc (POL/13/Rev.1, tableau explicatif DS:5, page 5)?	La notification contient une erreur. Les produits inclus dans la colonne 1 des tableaux explicatifs DS:4 et DS:5 sont le froment (blé), l'orge et le lait, tel que cela a été notifié dans le corrigendum G/AG/N/POL/13/Rev.1/Corr.1.
Etats-Unis - Est-ce que le soutien des prix du marché pour le lait s'applique à tous les produits laitiers (tableau explicatif DS:5, page 5)? Dans l'affirmative, la Pologne pourrait-elle donner la liste des produits visés? La Pologne pourrait-elle confirmer qu'elle n'a pas accordé de soutien au seigle, au beurre, au sucre, au miel, à la laine et aux produits dérivés de la pomme de terre?	Le soutien des prix du marché pour le lait s'applique au lait écrémé en poudre et au beurre. Ce soutien a été fourni pour le seigle en 1996 et pour le beurre en 1995. En 1995 et en 1996, l'Office de commercialisation agricole a acheté de petites quantités de miel, de laine, de fécule de pomme de terre et de houblon aux prix du marché. Le prix d'intervention n'a pas été fixé et le prix minimum n'a pas été calculé.
Etats-Unis - Ont demandé des renseignements touchant les "taux d'intérêt subventionnés pour crédits agricoles" mentionnés dans le tableau explication DS:9 (page 6). Qui a droit à cette subvention et quelle est la nature du soutien fourni?	Ce programme consiste en subventions pour le paiement des intérêts dus sur les prêts contractés pour acheter du matériel et de l'équipement pour la production agricole et pour produire des aliments biologiques ainsi que pour adapter les exploitations à la production d'aliments biologiques. Les bénéficiaires doivent répondre aux conditions suivantes: prouver qu'au moins 80 pour cent du prêt a été utilisé deux mois après le déblocage des fonds par la banque; présenter une déclaration d'impôt indiquant la superficie de l'exploitation; déclarer que l'exploitation n'a pas été et ne sera pas mise en location; fournir un bail d'une durée de dix mois au moins si l'exploitation est louée; indiquer le montant total des prêts provenant d'autres banques.

Afrique du Sud G/AG/N/ZAF/13 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie - A noté que dans le tableau explicatif DS:5 (page 7), l'Afrique du Sud calcule le soutien des prix du marché pour le sucre alors que dans le document G/AG/W/30/Rev.1, elle indique une mesure équivalente du soutien. La nature du soutien a-t-elle changé? Pourquoi l'Afrique du Sud n'utilise-t-elle pas le prix de référence extérieur figurant dans le document G/AG/W/30/Rev.1?	La nature du soutien accordé au sucre n'a pas changé en 1996, la présentation est différente en ce sens que l'Afrique du Sud a utilisé le mode de présentation standard au lieu d'une mesure équivalente du soutien.
Nouvelle-Zélande - A demandé des éclaircissements concernant une nouvelle mesure du soutien pour le maïs mentionnée dans le tableau explicatif DS:6 (page 8).	Cette mesure correspond à l'aide directe fournie à la branche de production du maïs (remboursement des prêts) notifiée pendant la période de base dans le tableau explicatif DS:7. Ces versements représentent le remboursement de prêts, pris en charge par le gouvernement en raison de pertes à l'exportation subies pendant la période 1980/81 à 1986/87. Les versements sont effectués directement à l'Office du maïs.
Australie/Nouvelle-Zélande - Pourquoi l'Afrique du Sud n'a-t-elle pas utilisé les prix de référence extérieurs figurant dans le document G/AG/W/30 afin de calculer la MGS pour le coton, le blé, le tabac, le maïs et le thé (voir tableau explicatif DS:7, page 9)?	L'Afrique du Sud a utilisé les dollars EU pour calculer le soutien des prix du marché en 1995 et 1996, comme il est prévu dans sa Liste (Liste XVIII, Partie IV, section 1, page 851). Les prix de référence extérieurs exprimés en dollars EU qui sont utilisés dans le document G/AG/N/ZAF/13 sont les mêmes que ceux indiqués pendant la période de base (G/AG/W/30) et dans la notification pour 1995 (G/AG/N/ZAF/5). Les différences observées entre les notifications pour 1995 et pour 1996 concernent la présentation. En 1995, l'Afrique du Sud s'est servie du mode de présentation selon la mesure équivalente du soutien avec une annexe explicative, tandis que pour 1996, c'est le mode de présentation standard qui a été utilisé.
Australie - A demandé des renseignements concernant une nouvelle mesure intitulée "affectation des ressources" mentionnée dans le tableau explicatif DS:9 (page 10)	Cette mesure se rapporte à la rubrique "financement agricole (services de caractère général)" mentionnée dans le document G/AG/W/30/Rev.1 (tableau explicatif DS:10, page 17 du texte anglais) et représente les dépenses d'assistance financière qui ne peuvent être imputées à une rubrique plus spécifique au titre des mesures de la catégorie orange ou verte.

Thaïlande G/AG/N/THA/23 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Communautés européennes - Est-ce que le soutien par produit fourni pour le lait, les aulx, les fèves de soja et le sucre était dans les limites de niveau <i>de minimis</i> ? Dans l'affirmative, la Thaïlande pourrait-elle fournir des chiffres à l'appui de cette affirmation?	Le soutien par produit pour le lait et les aulx était situé dans les limites du niveau <i>de minimis</i> (voir document joint). Le sucre et les fèves de soja n'ont pas reçu de soutien.

Venezuela G/AG/N/VEN/4/Rev.1 Soutien interne (Tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie - Pourquoi les prix de référence extérieurs ont-ils été modifiés pour les semences certifiées, le riz, le café et les tomates mentionnés dans le tableau explicatif DS:5 (page 7)?	En ce qui concerne les semences certifiées, le prix de référence extérieur de 210 dollars des Etats-Unis la tonne concerne le maïs certifié selon l'annuaire de la FAO tandis que le prix de 96 dollars des Etats-Unis la tonne correspond au prix de référence extérieur des semences de pomme de terre certifiées. Les prix de référence extérieurs pour le riz, le café et les tomates sont extraits de l'annuaire de la FAO pour 1986-1988.

Venezuela G/AG/N/VEN/8 Soutien interne (Tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Uruguay - Comment les mesures concernant le "traitement spécial et différencié" mentionné dans le tableau explicatif DS:2 (page 5) remplissent-elles les critères énoncés à l'article 6 de l'Accord sur l'agriculture?	Ces mesures sont conformes à l'article 6:2 de l'Accord sur l'agriculture. Depuis la fin du premier semestre de 1997, ces mesures ne sont plus en vigueur.
Australie - Est-ce que la subvention au "combustible diesel" avait pour bénéficiaire le secteur agricole et les producteurs agricoles mentionnés dans le tableau explicatif DS:4 (page 6)?	En 1996, le gouvernement a décidé de subventionner le combustible diesel acheté par tous les producteurs agricoles pendant la période des semailles (mai et juin). Les bénéficiaires doivent répondre aux conditions énoncées dans le règlement officiel.

Notifications selon les tableaux ES:1 à ES:3

Corée G/AG/N/KOR/16 Subventions à l'exportation (tableaux ES:1 et ES:3)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie/Nouvelle Zélande - La Corée pourrait-elle indiquer la valeur des exportations totales pour les pommes, les poires et les fleurs? Quand la Corée a-t-elle introduit ces subventions à l'exportation?	La Corée a exporté pour 9,5 millions de dollars EU de pommes, pour 3,5 millions de dollars EU de poires et pour 4,5 millions de dollars EU de fleurs. Le programme a été introduit en 1991.
Etats-Unis - Ont demandé des renseignements touchant la nature des "mesures de réduction des coûts" mentionnées dans le tableau explicatif ES:2 (page 2). En quoi ces mesures apportent-elles un soutien aux exportations de fruits et de fleurs?	Des subventions directes sont accordées aux exportateurs à titre de soutien pour les opérations de tri, d'emballage et de transport intérieur. Comme les fruits et les fleurs sont produits par de petits exploitants dispersés dans tous les pays, un soutien est nécessaire pour faciliter l'exportation.

Norvège G/AG/N/NOR/12 et 13 Subventions à l'exportation (tableau ES:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie - A noté que les exportations totales de viande bovine, de viande porcine, de viande de mouton et d'agneau, de beurre et de fromage ont dépassé en 1996 les niveaux d'engagements en matière d'exportations subventionnées. La Norvège pourrait-elle confirmer que les exportations dépassant le niveau des engagements quantitatifs annuels n'ont pas été subventionnées?	La Norvège confirme que les exportations dépassant le niveau d'engagement touchant les quantités annuelles n'ont pas été subventionnées.

Pologne G/AG/N/POL/14 Subventions à l'exportation (tableau ES:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie - A noté que les exportations totales de sucre (160 432 tonnes) ont dépassé le niveau prévu dans l'engagement quantitatif annuel (143 000 tonnes). La Pologne pourrait-elle confirmer que les exportations dépassant le niveau de l'engagement quantitatif annuel n'ont pas été subventionnées?	La Pologne a confirmé que les exportations de sucre ont été subventionnées à concurrence de 143 000 tonnes, alors que les exportations totales de sucre ont atteint 160 432 tonnes.

Turquie G/AG/N/TUR/5/Rev.1 Subventions à l'exportation (tableaux ES:1 et ES:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie - Pourquoi les chiffres révisés et notifiés concernant les exportations totales sont-ils différents des chiffres indiqués dans la notification précédente, en particulier pour les tomates et les pommes?	Comme cela a été indiqué à la réunion de septembre 1997, l'union douanière avec l'Union européenne a pris effet le 1er janvier 1996, ce qui a entraîné un remaniement du système statistique de la Turquie.
Australie - Pourquoi les exportations totales de pommes de terre dépassent-elles le niveau de l'engagement en matière d'exportations subventionnées? La Turquie pourrait-elle confirmer qu'aucune subvention à l'exportation n'a été accordée pour les quantités exportées au-dessus du niveau de l'engagement annuel?	Les exportations dépassant le niveau prévu dans l'engagement quantitatif annuel n'ont pas été subventionnées. La Turquie notifiera le programme de subvention à l'exportation dans la notification qu'elle adressera au Comité des subventions et des mesures compensatoires.
Brésil - A demandé les renseignements touchant les exportations subventionnées de tomates.	La Turquie notifiera le programme de subventions à l'exportation dans la notification agricole qu'elle présentera au Comité des subventions et des mesures compensatoires.

Venezuela G/AG/N/VEN/5/Rev.1 Subventions à l'exportation (tableaux ES:1 et ES:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie - Le Venezuela pourrait-il confirmer que la quantité exportée au-dessus des niveaux d'engagement annuels n'a pas été subventionnée?	Le Venezuela a confirmé que des quantités dépassant les niveaux prévus dans ses engagements n'ont pas été subventionnées.
Australie/Nouvelle-Zélande/Etats-Unis - Ont noté que le Venezuela a exporté 22 tonnes d'autres légumes à cosse secs en 1995, c'est-à-dire qu'il a dépassé de 10,37 tonnes le niveau prévu dans son engagement quantitatif annuel (11,63 tonnes) et ont considéré que le Venezuela n'avait pas respecté son engagement. Comment le Venezuela a-t-il l'intention de remédier à cette situation?	La notification contient une erreur. La quantité d'exportations subventionnées a été de 7 tonnes au lieu de 22 tonnes.
Colombie - Les exportations agricoles du Venezuela vers la Colombie sont-elles subventionnées?	Le Venezuela a confirmé que ses exportations à destination de la Colombie n'étaient pas subventionnées.
Etats-Unis - Ont noté une erreur typographique concernant l'engagement quantitatif en matière d'exportation de laitues. La quantité notifiée est de 1 161 595 tonnes alors que la Liste indique 114,97.	La notification contient une erreur. Le niveau quantitatif annuel prévu dans l'engagement est de 116,15 tonnes.
Etats-Unis - Le Venezuela pourrait-il indiquer les codes du SH pour tous les produits énumérés dans la notification?	La réponse a été fournie aux Etats-Unis.

DOCUMENT JOINT

Tableau des calculs *de minimis* indiqués dans le document G/AG/N/BRA/6/Rev.1

MGS par produit

Désignation du produit	MGS totale par produit En milliers de dollars EU	Valeur de la production		MGS/Valeur de la production %
		En milliers de reais a)	En milliers de dollars EU b)	
Orge	316,1	15 874	17 328	1,82
Cire de carnauba	29,3	n.d.	n.d.	n.d.
Noix de cajou	152,6	66 258	72 326	0,21
Manioc	809,7	2 468 004	2 694 033	0,03
Ricin	0,7	7 052	7 698	0,01
Café	2 102,3	2 392 816	2 611 959	0,08
Coton	46 446,5	578 412	631 385	7,36
Haricots comestibles	2 977,8	1 312 398	1 432 593	0,21
Aulx	141,6	72 232	78 847	0,18
Raisins (et dérivés)	1 012,0	444 314	485 006	0,21
Jute	1,8	962	1 050	0,17
Maïs	26 914,5	3 616 583	3 947 804	0,68
Avoine	194,0	23 669	25 837	0,75
Arachides	433,4	49 606	54 149	0,80
Ramie	15,1	3 105	3 389	0,44
Riz	109 919,9	1 968 685	2 148 985	5,11
Seigle	0,0	420	458	0,00
Sisal	0,2	26 241	28 644	0,00
Sorgho	32,2	21 320	23 273	0,14
Fèves de soja	40 159,0	3 538 796	3 862 893	1,04
Sucre de canne	26 226,4	4 127 664	4 505 692	0,58
Froment	18 706,3	231 712	252 933	7,40

MGS autre que par produit

Désignation du produit	MGS totale autre que par produit En milliers de dollars EU	Valeur de la production		MGS/Valeur de la production %
		En milliers de reais c)	En milliers de dollars EU b)	
Valeur totale de la production agricole	18 441,9	50 860 897	55 518 936	0,03

Notes:

- a) Source: IBGE - Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (Institut brésilien de géographie et de statistique)
b) Taux de change appliqué (moyenne annuelle): 0,9161 dollar EU/real.
c) Chiffres définitifs non disponibles. Estimations fondées sur des données préliminaires de l'IBGE.

n.d. - non disponible.

DOCUMENT JOINTTableau des calculs *de minimis* indiqués dans le document G/AG/N/KOR/14

Désignation des produits	MGS pour 1996 a) En millions de won	Valeur de la production en 1995 b) En millions de won	MGS en pourcentage a)/b) %
Fève de soja	2 270	274 377	0,83
Haricots rouges	105	56 780	0,19
Orge de brasserie	664	138 839	0,48
Piment de Cayenne	938	1 199 619	0,08
Aulx	507	1 218 980	0,04
Pommes	845	896 175	0,09
Poires	331	286 550	0,12
Agrumes	133	709 316	0,02
Châtaignes et marrons	2 394	193 012	1,24
Racines de ginseng	4 411	283 902	1,55
Viande de boeuf	23 592	1 775 610	1,33
Viande de porc	8 886	1 406 605	0,63
Vers à soie	55	1 703	3,24
Pommes de terre	220	430 408	0,05
Autres légumes	5 963	6 767 986	0,09
Autres fruits	185	1 133 645	0,02
Plantes médicinales	244	313 036	0,08
Plantes à fleurs	61	510 597	0,01
Champignons	1 497	405 536	0,37
Autres oléagineux	3	44 336	0,01
Autres produits agricoles	5	3 674	0,01
MGS autre que par produit	290 445	26 645 354	1,09

Source des données: Annuaire des statistiques de l'agriculture et des pêches pour 1995, Ministère de l'agriculture et des pêches, Corée.

DOCUMENT JOINT

Tableau des calculs *de minimis* indiqués dans le document G/AG/N/THA/23

Description des produits initiaux (y compris MGS autre que par produit)	MGS par produit (d'après les tableaux explicatifs DS:5 à DS:7 ci-dessous (en millions de baht)	Mesure équivalente du soutien par produit (d'après le tableau explicatif DS:8 ci-dessous)	Pourcentage de la valeur totale de la production
Aulx	240,30	-	6,90
Echalotes	50,00	-	1,40
Oeufs de poule	26,00	-	0,14
Oeufs de cane	0,60	-	0,02
Lait cru	11,08	-	0,31
Durians	134,00	-	0,87
Longanes	245,00	-	4,67
Litchis	30,00	-	1,46
Ramboutans	10,00	-	0,13
Ananas	58,00	-	0,97
Citrons	47,00	-	0,67
Huile de palmiste	300,00	-	6,52

ANNEXE - Partie IIRéponses différées à des questions relatives aux notifications posées lors de réunions antérieures**Notifications selon le tableau DS:1**

Japon G/AG/N/JPN/21 et Corr.1 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres à la réunion de septembre 1997	Réponse du Membre présentant la notification
Canada - A demandé des renseignements touchant à la mesure intitulée "ajustement des structures" mentionnée dans le tableau explicatif DS:1 sous la rubrique g) (page 4). Ce versement est-il subordonné à la condition que l'agriculteur abandonne entièrement et de manière permanente la production agricole commerciale?	Le programme d'ajustement des structures indiqué sous la rubrique g) vise à promouvoir l'agriculture à plein temps. Les versements sont destinés aux agriculteurs qui prennent leur retraite soit en vendant leur exploitation soit en la louant à bail à des agriculteurs à plein temps.
Canada - A demandé des éclaircissements concernant la mesure intitulée "aide à l'ajustement des structures fournies au moyen d'aides à l'investissement" mentionnée dans le tableau explicatif DS:1 à la rubrique i) (page 5). Comment le Japon peut-il affirmer que cette mesure répond aux critères énoncés au paragraphe 11 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture?	Le programme d'ajustement des structures mentionné à la rubrique i) consiste en des prêts à long terme à faible taux d'intérêt qui sont accordés afin de compenser des handicaps dus au milieu naturel et aux terres. Ces versements sont conformes aux critères énoncés au paragraphe 11 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture.
Canada - A demandé des éclaircissements sur la raison pour laquelle le volume de la production totale est si différent du volume de la production visée mentionnée dans le tableau explicatif DS:5 pour les patates douces et le lait (page 8)?	Sur la production totale de patates douces (1,18 million de tonnes) 295 000 tonnes sont utilisées pour la production de féculé, à laquelle s'applique le soutien des prix du marché.
Communautés européennes - Ont demandé des renseignements sur les "versements liés au volume de production" mentionnés dans le tableau explicatif DS:6 pour l'orge, le riz, le lait, la viande de boeuf et de veau (page 10).	Les versements liés au volume de production sont faits sur la base suivante: i) pour l'orge, le versement est fonction de la quantité d'orge pour l'alimentation animale expédiée dans le cadre de contrats entre agriculteurs et transformateurs; ii) pour le riz commercialisé sur une base autonome, le versement est lié à la quantité expédiée dans le cadre d'un programme annuel ainsi qu'à la promotion de riz de qualité supérieure; iii) pour le lait, le versement est fondé sur la quantité produite afin de promouvoir la production et de renforcer la gestion par les producteurs de lait; iv) pour la viande de boeuf et de veau, le versement est fonction du nombre de têtes de bétail.
Communautés européennes - Le Japon pourrait-il fournir davantage de renseignements touchant les nouveaux versements compensatoires introduits pour le lait, la viande de boeuf et de veau et la viande de porc, ainsi que sur les nouvelles mesures concernant les légumes à cosse secs, les arachides et les tubercules d'amorphophalle?	Les versements compensatoires sont calculés comme suit: pour le lait destiné à la transformation et les veaux destinés à la boucherie, ils sont fondés sur la différence entre le prix commercial moyen et le prix courant garanti; en ce qui concerne la viande de porc, le gouvernement soutient le fonds des producteurs si besoin est. Pour les légumes à cosse secs, les arachides et les tubercules d'amorphophalle, le soutien vise à réglementer l'offre et la demande en participant au coût de stockage.

Pologne G/AG/N/POL/12 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres à la réunion de septembre 1997	Réponse du Membre présentant la notification
Nouvelle-Zélande - A demandé des éclaircissements touchant le faible niveau de production utilisé pour calculer le soutien des prix du marché pour le lait et le froment (blé) indiqué dans le tableau explicatif DS:5 (page 5).	L'organisme de commercialisation agricole achète les produits agricoles et les produits transformés sur la base des critères suivants: i) lorsque le prix moyen du marché pour ces produits reste à un niveau égal à 90 pour cent du prix d'achat moyen d'intervention pendant deux semaines consécutives; et ii) pendant des périodes spécifiques, à savoir du 15 juillet au 15 octobre pour le blé et le seigle; du 1er mai au 30 octobre pour le beurre; du 1er juin au 10 septembre pour le lait écrémé en poudre et lorsque le marché devient excédentaire pour les autres produits agricoles transformés et non transformés.

Notifications selon les tableaux ES:1 à ES:3

Nouvelle-Zélande G/AG/N/NZL/11 Subventions à l'exportation (tableaux ES:1 et ES:2)	
Points soulevés par d'autres Membres à la réunion de septembre 1997	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Suisse - Il semble qu'en Nouvelle-Zélande, le carburant pour aéronefs soit assujéti à une taxe sur la valeur ajoutée de 12,5 pour cent pour les vols intérieurs, alors que ce carburant est exonéré de la TVA lorsqu'il est utilisé sur des vols internationaux. Comment la Nouvelle-Zélande considère-t-elle cette différence de taxation à la lumière de l'article 9:1, alinéa e), de l'Accord sur l'agriculture? En particulier, cette différence ne constituerait-elle pas une subvention à l'exportation devant faire l'objet d'une notification et d'une réduction, nonobstant la note de bas de page 1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (étant donné que l'article 21 de l'Accord sur l'agriculture s'applique également).</p>	<p>La Nouvelle-Zélande a considéré que cette question procédait d'une interprétation erronée de l'alinéa e) de l'article 9:1 de l'Accord sur l'agriculture et de la pertinence de la pratique néo-zélandaise consistant à ne pas appliquer la taxe sur les biens et les services (GST) aux exportations. Selon l'alinéa e) de l'article 9:1, les subventions à l'exportation qui font l'objet d'engagement de réduction sont "les tarifs de transport et de fret intérieurs pour des expéditions à l'exportation, établis ou imposés par les pouvoirs publics à des conditions plus favorables que pour les expéditions en trafic intérieur". Pour la Nouvelle-Zélande, les subventions à l'exportation comprennent les tarifs subventionnés de transport et de fret internationaux ainsi que les tarifs subventionnés de transport et de fret intérieurs pour les produits exportés. En Nouvelle-Zélande, la taxe sur les biens et les services est une taxe à la consommation d'application générale, ou une taxe sur la valeur ajoutée (TVA), qui est appliquée à la consommation de biens et de services par les résidents ou les personnes de passage en Nouvelle-Zélande. Il n'y a pas de différence dans la taxation du carburant pour aéronefs utilisé pour le fret à l'intérieur de la Nouvelle-Zélande. Une taxe sur les biens et les services de 12,5 pour cent est appliquée au carburant utilisé pour les vols intérieurs et le combustible utilisé pour les vols internationaux est exonéré de taxes. La Nouvelle-Zélande a considéré que cette pratique ne constituait pas une subvention, conformément à la note de bas de page 1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et relative à l'article XVI du GATT de 1994, selon laquelle "l'exonération, en faveur d'un produit exporté, des droits ou taxes qui frappent le produit similaire lorsque celui-ci est destiné à la consommation intérieure, ou la remise de ces droits ou taxes à concurrence des montants dus ou versés, ne seront pas considérées comme une subvention".</p>